

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 27 -- 26 juillet 2003

>gazettegb@yahoo.fr<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish, Italian and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

LA AMRIKA, LA SADDAM

(Non à l'Amérique ! Non à Saddam ! : slogan des manifs en Iraq)

LES SOLDATS AMÉRICAINS ONT PEUR
AVOIR PEUR DEVANT DES IRAKIENS ?
C'EST LE PIRE QUI POUVAIT ARRIVER AUX TROUFIONS DE L'ONCLE
BOUBOUCHE

UNE LETTRE DE NOAM CHOMSKY

*LE MONDE CONFIRME, TROIS MOIS APRÈS, LES INFORMATIONS DE LA
GAZETTE*

BLAIR FAIT ASSASSINER DAVID KELLY
ANCIEN CHEF DES FABRICATIONS D'ARMES CHIMIQUES

LE ROI D'ISRAEL S'APPELLE Yehieyl Horev
C'EST LE CHEF DES ARMES NUCLÉAIRES
IL FAIT PEUR À TOUT LE MONDE

IRAQ: C'EST LA VALSE DES BODY-BAGS
REMEMBER VIETNAM, YOU STUPID

UN TEXTE INÉDIT DE SIGMUND FREUD

Ce numéro de la Gazette a été réalisé avec l'aide, volontaire ou involontaire, de Sigmund Freud, Sharmila Devi, Sami Aldeeb, Israël Shamir, le rabbin Chaim Simons, Qadi Abu Wasil, Noam Chomsky, Donald McIntyre, Robert Faurisson, Larry Margasak, Gary Jones, Yann Laurent, Richard Becker, Kim Sengupta, Zev Roth, Mondher Sfar, et beaucoup d'autres...

I shudder watching American GIs kicking down doors of civilian homes in the dead of night, threatening screaming children with their weapons, hooding suspects, firing into crowds of demonstrators, and calling air strikes on villages. Eric Margolis, 6 juillet 2003.

The United States didn't declare war on Iraq because of evidence of banned weapons, U.S. Secretary of Defense Donald Rumsfeld said on Wednesday. Rumsfeld said the U.S. declared war because it saw existing evidence of Iraqi arms programs in "a dramatic new light," through the prism of the Sept. 11 terrorist attacks. *CBC News*, 9 juillet 2003.

Last week, the US 3rd Infantry Division forces began punitive demolitions, Sharon-style, of the family houses of those allegedly fighting against the occupation forces. Sami Ramadani, June 26, 2003, *The Guardian*.

It costs \$10,000 to \$20,000 to support an American in the field for a month. Paul Richter, *Los Angeles Times*, 06/23/03.

édito

I Quand Freud dénonçait le sionisme

Dans l'édition du *Monde* du 5 juillet, le journaliste Henri Tincq, chargé des "questions religieuses" et judéolâtre impénitent, nous affirme que le *Corriere della Sera* a "retrouvé une lettre du fondateur de la psychanalyse critiquant "le fanatisme irréaliste de [notre] peuple". Freud ajoute que "la Palestine ne pourra jamais devenir un Etat juif". Il s'agit d'une lettre écrite à Vienne le 26 février 1930 à l'adresse d'une association sioniste qui quémandait son soutien.

D'après Tintincq qui cite le *Corriere*, cette lettre aurait été retrouvée par un certain Michele Ranchetti, polygraphe prolifique, lié à la société italienne de psychanalyse, et elle aurait été publiée dans une revue de Sienne, non citée.

Toute cette histoire est **bidon**. On trouve la lettre, en anglais, sur Internet, postée en septembre 2000 sur le site du musée Freud de Londres. Elle aurait été repérée sur le catalogue d'une exposition à l'Université de Jérusalem.

En effet, le destinataire de la lettre, Chaim Koffler (et non Chiam comme l'écrit Tintincq) l'aurait vendue à un collectionneur d'autographes, le musicologue Abraham Schwadron, tout en insistant sur le fait "qu'aucun oeil humain ne devrait la voir" !!! L'appât du gain l'ayant emporté, elle arrive finalement jusqu'à notre oeil humain. Publiée sur le site du musée Freud, mais dans un dossier marginal, elle a été traduite, sans doute par Ivan Ward, praticien de la psychanalyse. Cette version ayant été critiquée comme offrant trop de grain à moudre "aux Arabes", une deuxième version sanitisée, due à Michael Molnar, l'éditeur du "Journal"(1929-1939) de Freud, est disponible sur le site. M. Molnar, chef du service de recherche du Freud Museum à Londres, a eu l'amabilité de nous fournir le texte original allemand qui, curieusement, **n'est publié nulle part**. On ne peut pas dire que les Freudiens se soient beaucoup bougé le troufignon (belle connotation anale, on en conviendra) pour publier cette lettre de leur Père Fondateur. Nous publions donc ce qui paraît, **sauf erreur**, un inédit, dans la langue originale:

Freud-Chaim Koffler, Keren Hajessod, Wien 26.2.1930

Sehr geehrter Herr Doktor

Ich kann das nicht thun, was Sie wuenschen. Meine Abneigung, die Oeffentlichkeit mit meiner Person zu beschaeftigen ist nicht zu ueberwinden und der gegenwaertige kritische Anlass scheint mir nicht einmal geeignet dazu. Wer eine Menge beeinflussen will, muss ihr etwas Volltoenendes, Enthusiastisches zu sagen haben und das gestattet meine nuechterne Beurteilung des Zionismus nicht. Ich habe gewiss die besten Sympathien fuer seine Bestrebungen, bin stolz auf unsere Universitaet in Jerusalem und freue mich des Gedeihens unserer Siedlungen. Aber anderseits glaube ich nicht, dass Palaestina jemals ein juedische Staat werden kann und dass die christliche wie die islamitische Welt ja bereit sein werden ihre Heiligtuemer juedischer Obhut zu ueberlassen. Mir waere es verstaendiger erschienen ein juedisches Vaterland auf einem historisch unbelastetem Boden zu gruenden; ich weiss zwar, dass man fuer eine so rationelle Absicht nie die Begeisterung der Massen und die Mittel der Reichen gewonnen haette. Auch gebe ich mit Bedauern zu, dass die wirklichkeitsfremden Fanatismus unserer Volksgenossen sein Stueck Schuld traegt an der Erweckung der Mistrauens der Araber. Gar keine Sympathie kann ich fuer die misgeleitete Pietael aufbringen, die aus einem Stueck der Mauer des Herodes eine nationale Religion macht und ihretwegen die Gefuehle der Einheimischen herausfordert. Urteilen Sie selbst, ob ich bei so kritischer Einstellung die richtige Person bin, als Troester des - in einer unberechtigten Hoffnung erschuetterten - Volkes aufzutreten. In vorzueglicher Hochachtung
Ihr ergebener
Freud

Voici donc notre tentative de traduction de la lettre du bon docteur Freud aux responsables de Keren Hajessod:

Vienne, le 26 février 1930

Cher Monsieur,

Je ne peux pas faire ce que vous souhaitez. Je ne peux pas surmonter l'aversion que j'éprouve à accabler le public de mon nom, et même la période critique que nous traversons ne me semble pas l'imposer. Quiconque veut influencer une foule doit lui donner quelque chose d'enthousiasmant et de flamboyant que ne permet pas la sobriété de mon jugement sur le sionisme. J'approuve certainement de la sympathie pour ses buts, je suis fier de notre université à Jérusalem et je suis ravi de constater la prospérité de nos colonies. Mais, d'un autre côté, je ne crois pas que la Palestine devienne jamais un Etat juif, ni que les mondes chrétien et musulman acceptent jamais de voir leurs lieux saints sous la tutelle juive. Il me semble qu'il eût été préférable d'établir un foyer national juif sur une terre moins marquée par l'histoire. Mais je sais qu'un point de vue rationnel comme celui-ci ne provoquera jamais l'enthousiasme des masses et le soutien financier des riches. Je concède avec regret que le fanatisme étranger aux réalités qui anime notre peuple est en partie responsable de l'éveil de la méfiance des Arabes. Je ne puis éprouver aucune sympathie pour la piété fourvoyée qui transforme un bout de mur d'Hérode en religion nationale, heurtant par là le sentiment des indigènes. Vous pouvez dès lors juger par vous même pour décider si, doté de ce point de vue si critique, je suis l'homme qui peut se présenter comme le consolateur d'un peuple qui s'illusionne par le biais d'une espérance injustifiée.

Je suis votre serviteur, Freud.

<<http://www.freud.org.uk/arab-israeli.html>>

... Abraham Schwadron di Gerusalemme (un sionista di sinistra collezionista di autografi) in cambio della promessa che "nessun occhio umano potesse mai vederla"...

<www.psiconline.it/psiconline.html>

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

LE PATRIOTISME DES COLONS A UN PRIX

Poll says Jewish settlers will leave if paid

By Sharmila Devi

Seventy-four per cent of Jewish settlers living in the West Bank and Gaza Strip would be willing to leave their homes in return for compensation from the Israeli government as part of a peace deal with the Palestinians, according to an opinion poll published on Wednesday. **The poll's findings contrast with the harsh rhetoric of settler leaders**, who have vowed to resist strenuously any attempts to evacuate them. Under the US-backed road map to peace, Israel is supposed to freeze new building construction in the territories occupied since the 1967 war and dismantle unauthorised outposts erected since March 2001.

Ariel Sharon, Israeli prime minister, has provoked strong opposition from rightwingers with a pledge to **dismantle mostly uninhabited outposts** but the poll shows he has the backing of 66 per cent of settlers who believe they should be removed. The Israeli group Peace Now interviewed 1,100 settlers by telephone and found also that 44 per cent think the Palestinians deserve a state. About **200,000 settlers** live in the West Bank and Gaza Strip, which Israel occupied in 1967. [...]

23 juillet 2003.

<http://news.ft.com/servlet/ContentServer?pagename=FT.com/StoryFT/FullStory&c=StoryFT&cid=1058868072456&p=1012571727172>>

DEUX ETATS, UN ETAT, OU RIEN ?

Please join our association for ONE state! Here is an appeal by the prominent Palestinian lawyer calling to move

From *Dhimma* regime to One democratic State in Palestine/Israel

The International Community views the two-states solution as the only possible one to the conflict between the Palestinians and the Israelis. The main argument of the Israelis is that their state must be with a clear Jewish majority. This was in fact the reason for the expulsion of the non-Jews after the creation of the state of Israel. With a majority of Muslims, Jews will be again under the regime of *dhimma* which is in force since the seventh century in the Muslim countries. This regime means a discriminatory status for non-Muslims.

One has here to notice that the Islamic *dhimma* regime is now practiced by Jews against non-Jews in Israel itself. On the other hand, the land on which Israel has been established never belonged only to Jews, at any time in history. Furthermore, nobody can in a convincing way argue that the Russian Sharon, the Polish Peres or the Moroccan David Levi have the right to come in Palestine, but not the Palestinian refugees who live few kilometres far from their own lands and villages. Some may say that Israel has integrated many Jews from Arab countries, contrary to the Arab countries which maintained the Palestinian refugees in miserable camps instead of integrating them. The problem with this argument is that the Palestinians never accepted to be exchanged by Jews, and they never denied the right of the Jews from the Arab country to return to their country of origin. We have also to notice that in the occupied territories by Israel, there are now 27 refugee camps, and Israel did nothing to integrate them.

The following arguments can be presented in favour of one-state-solution.

First, there is the sentimental one: both Jews and Palestinians consider all Palestine/Israel as their own homeland. To divide the country means to deprive the Jews and the Palestinians from a part of their beloved land. Both will feel frustrated. If we maintain the country united, each one would be able to live and to travel wherever he likes, without borders. He will have the feeling that all the country is his own country. Today, Palestinians seem to accept the two-states solution, but they considered such a solution as temporary one, and in any way they never accepted to give up the right of return of the Palestinian refugees.

The second argument is the economic interdependence: Israelis has always recourse to the Palestinian workers since 1967. When they tried to punish the Palestinians by refusing them the right to work in Israel, they were obliged to search for workers from Asia and Eastern European countries. Even today, Sharon uses Palestinian workers to build his wall. On the other side, Palestinians have few economic possibilities in the overcrowded West-Bank and Gaza, particularly after the destruction of the economic structure by Israel, the confiscation of large part of their lands and uprooting of thousands of their fruit trees. Miserable situation has always been a fertile ground for extremism. You cannot sleep in peace when your neighbour is crying from hunger, especially when you are sleeping in his own land and home.

The third argument is the mixture of the population. Inside Israel itself, there are about 20% of Arabs. In the other side, there are the Jewish settlements in the West Bank and Gaza. There are also inside Israel a huge number of new non-Jewish immigrants who came from ex-Soviet union. In no way Israel can consider itself a Jewish state. Soon or later, Jews will become a minority in Palestine/Israel. And if we have to give to every minority in the region the right to establish its own state where it can be a majority, then we have to give this right also to the Arabs and the Druze inside Israel, as well as to the Samaritans and to the Christians. It means that we will have in the end not two states, but five or six states in a small land. Unless these states practice ethnic or religious cleansing inside their borders, they will have to deal with discriminated minorities. This is an unavoidable result of any religious state. It is clearly proved by the draft of the Palestinian constitution which affirms that Islam is the official religion of the state. This means that non-Muslims will be considered second class citizens.

These reasons, among many others, push in favour of one-state solution. To avoid that a majority of Muslims return to the Islamic *dhimma* regime and discriminate non-Muslims, it is important that the state rejects the discrimination based on religion. A solution in which different communities coexist with their own laws and jurisdictions as in Lebanon or in Jordan is not acceptable because it is necessarily discriminatory whenever there is a minority and a majority. Such a solution will degenerate in frictions and internal conflicts. On the other side, the state must reject the discrimination against women. The gender discrimination in the Islamic and Jewish legal system is part of the religious norms. Maintaining religious laws and courts will perpetuate such discrimination.

Although the idea of one-state-solution has been presented by different groups, and recently developed by Colonel Kadhafi in his white book

<<http://www.algathafi.org/medialeast/index.html>>, the "Association for one democratic state in Palestine / Israel", recently created in Switzerland, is probably the first group to formulate a clear legal frame tackling the religious problem of the minority-majority relation. [...]

Officially created in April 15, 2003 by Jews, Christians, Muslims and others, the **Association for one democratic state in Palestine/Israel** has now 130 members living inside and outside Palestine/Israel. Every day, new members adhere to the Association. Any person who accepts the bylaws, without reservation, can become a member. The bylaws of the Association in different languages as well as an invitation to join can be found in:

<<http://www.lpj.org/Nonviolence/Sami/OneState/Association.html>>

Sami Aldeeb, doctor of laws, Chairman, Ochettaz 17, 1025 St-Sulpice, Switzerland, Tel. 0041 21 6916585 or 0041 21 6924968

<aldeeb@bluewin.ch> <<http://go.to/samipage>>

The *Gazette* wishes to add this:

Dear Noam Chomsky

You just said: «It is simply not up to me to decide, and that holds true in the Israel-Palestine case. My own view is that the one-state solution is not a good one and I've held that position for sixty years. There was a time several decades ago when there were better alternatives, but there aren't enough options now and neither side wants it.»

Common sense Interview (May 3, 2002) by Noam Chomsky; *Common Sense*; July 22, 2003

We strongly disagree. Israel as a Jewish state has been established by sheer force; it painfully survives by sheer force and in case of a two-states solution, it will have to survive by sheer force. There is simply no room for the right. Nobody in the Middle East can accept that might is right. A Jewish state is based on theft, land-grabbing, terror and injustice. The last sixty years show it is an impossible solution. One-state may appear utopian. But it is the only just and far reaching solution.

Heartily

Réponse de Noam Chomsky:

25 Jul 2003 10:45:49 -0400

From: Noam Chomsky <chomsky@MIT.EDU>

Thanks for your letter, forwarded to me by Serge Thion. I read it with interest. There may be a disagreement, but I believe it is not quite what you think. In brief, there apparently is little disagreement on the final goal, but there is disagreement over something different: (1) should we should take steps to reach the long-term goal while attending to the human problems that exist, and will continue to exist even if progress is made towards the long-term goal (my position all along); or (2) should we be satisfied by declaring the abstract proposition while ignoring the human problems (your position, at least as articulated here).

I agree with you that a just long-term solution -- for human problems in general -- should be the dismantling of oppressive institutions, specifically those that were created and are maintained by force. That includes existing states (the US, Britain, etc.), without exception as far as I know, and the socioeconomic institutions linked to them (like corporations), and many others (like patriarchal families). And I don't think it is at all unreasonable to uphold such ideals.

However, I also don't think it is either reasonable, or moral, to overlook the fact that people are suffering, and to refuse to address their suffering because the steps that can be taken to relieve it do not in themselves realize the principles that we regard as just in some abstract world that is utterly beyond realization. It is neither wise, nor moral, to confuse a discussion in some academic or other abstract setting with a program for dealing with severe human problems. It may be fine for a seminar among privileged people, but it is not helpful, in fact is harmful, for those living in misery and under constant threat of worse.

For these reasons, I suggested in the 1967-73 period that steps should be taken towards a binational federation in former mandatory Palestine, on roughly the model of Switzerland or that being explored now to a degree in parts of the EU, leading to closer integration as circumstances and human and social interactions permit, up to the point of a unitary democratic society, then moving on towards integration into broader federal structures. I think that's appropriate for the region in general; I've been under investigation by the State Security Courts in Turkey for suggesting something similar, in a talk in Diyarbakir.

That's been my expressed view all along, and is the context in which the sentence you quote is embedded.

For Israel-Palestine, I think that suggestion was appropriate, and if it had been seriously considered, could have saved many lives, much oppression, and the constant threat of even more devastating war. By 1973, the opportunity was lost, and the only realistic option for the short-term was a two-state settlement in accord with the international consensus. That meant rejection of the bantustan-style project of the US and Israel as well as the racist PLO concept of an Arab state in which Jews would be tolerated temporarily as a religious minority -- what was masked in the terminology of "democratic secular state," though the

truth was apparent in the actual documents. A two-state settlement in terms of the international consensus could, and should, be regarded as a step towards the much more reasonable outcome that was possible from 1967-73, but lost because there was no support for it at all among either Israeli Jews or Palestinian Arabs, or internationally.

I'm glad that at last, 30 years too late, others are coming to similar position, though so far only partially. It is, I believe, a serious error to fail to pay due attention to the fact that the goal of a just system eliminating institutions created and maintained by force must be realized in stages, with attention to existing human problems and circumstances. So I would suggest combining the very belated recognition that a unitary settlement is a welcome long-term goal with the understanding that in the real world, steps have to be taken towards it that pay attention to human attitudes and perceptions that exist, and socioeconomic and political structures that exist, and an international society that exists.

In brief, I don't disagree with you. Your position pretty much reiterates what I've held all my life, and would accord with it even more closely if you were to consider not only the abstract issue of a desired end-state, but also the problems of suffering and oppressed people that should be addressed -- and addressed to the extent possible in ways that may lead, step-by-step, towards long-term goals that should be guiding principles, however remote.

Noam Chomsky

Serge Thion replies.

Chomsky is probably alone among those who support the two-states solution in Palestine in believing this could be a transitional stage towards a one-state solution that we, together with many other different people, support. Of course, human sufferings must be taken into account and all sorts of gradual evolution may be considered. But actual suffering, which seems to reach new summits every year -- and we include Jewish sufferings into the sum of human pains created by this situation -- are the product of one and only one cause; the attempt to create a Jewish State in an Arab country and the use of force that it necessitates. The two-states solution will only maintain and further this situation, as the might will deny the right. The use of force, since the 1930's has only one goal: to secure the agreement of the local original inhabitant to be dispossessed. It is visible that, whatever foreign observers wish or believe, this agreement is not forthcoming. Who, on earth, can willingly accept injustice ? It must be very clear that a group of Jews, whoever they are, have no right whatsoever to establish a state in Palestine. Maybe Birobidjan or Colorado would accept. Ask the locals. But in Palestine, we have had the answer since 1930. A State based on 22% of the territory, broken down into pieces, with controlled circulation would be a carbon copy of the Bantustans of famed memory, in plain English, a rump statelet. It would be a solution for the Zionist project, providing the famous "Iron Wall" demanded in 1923 by Jabotinski.

We agree with Chomsky that states have no real legitimacy and should be replaced by associative organizations. And we do not see a one-state in Palestine as equivalent to paradise. But we are in a different context: a war is being waged since 70 years. Israel has scored many victories and is scoring new ones everyday. But to no avail. We all wish the war reaches an end. This war will stop when one side will be politically defeated, like it or not. Or the Palestinian accept to disappear, to be thrown in the dustbins of history, to be wiped out in a new genocide, to make room for a Jewish state, or the Jews are defeated, accept that they are a minority in the Middle East and choose to adapt to reality. See the "pieds-noirs" in Algeria, the White minorities in Rhodesia or South Africa. All colonial adventures have to cease and desist, at one point. Let's add this grain of salt: the problem would be solved since decades, if the USA were not heavily interfering and condoning the violence there.

We outsiders have to choose one side, one solution. The intermediate solution is an illusion.

Serge Thion

SUR L'INÉLUCTABLE RETOUR

Perche' sostengo il ritorno dei palestinesi

di Israel Shamir*

La Palestina non e' un oggetto morto, ma un paese vivo. I palestinesi sono la sua anima. La Palestina e' cio' che i palestinesi creano in tempo reale, cosi' come la Francia e' cio' che i francesi creano e ri-creano ogni giorno. E' alienante pensare di poter amare la Francia ed aborreire i francesi, poiche' che genere di Francia esisterebbe senza l'anima francese? Solo i turisti annoiati dei paesi ricchi, timorosi di poter incontrare dei mendicanti, preferiscono rinchiudersi negli hotel esclusivi e vuoti in cui possono godere del paese senza essere costretti ad incontrare gli indigeni. E' come amare una bellissima donna avendo in odio il suo carattere e la sua intima essenza. Amare un paese e desiderare che i suoi abitanti spariscano e' il genere di attitudine che puo' essere interessante per gli amanti della necrofilia.

Il pensatore russo Lev Gumilev ha descritto il paese come simbiosi tra paesaggio e popolo. La Palestina ed i palestinesi sono inseparabili, i contadini ed i loro alberi d'olivo e le sorgenti d'acqua e le montagne e le cupole di antichi sepolcri sulla cima delle colline hanno bisogno l'uno dell'altro e sono cresciuti per completarsi a vicenda.

I palestinesi non sono gente oscura e misera. Essi hanno creato la stella di Ghassul, hanno scritto la Bibbia, costruito i templi di Gerusalemme e Garitzim, i palazzi di Gerico e Samaria, le chiese del Santo Sepolcro e della Nativita', le moschee di Haram ash-Sharif, i porti di Cesarea e di Akka, i castelli di Monfort e Belvoir. Hanno camminato con Gesu', sconfitto Napoleone e combattuto con coraggio a Karameh. Nelle loro vene scorre il sangue dei guerrieri egei, degli eroi di Davide, dei primi apostoli di Cristo e dei compagni del Profeta, dei cavalieri arabi, dei crociati normanni e dei capi turcomanni filtrato in una composizione unica. La linfa della sua vitalita' non si e' mai prosciugata: la poesia di Mahmud Darwish, la saggezza di Edward Said, un olio d'oliva perfetto, il fervore della preghiera ed il coraggio nobile dell'intifada ne sono la prova.

Senza palestinesi, la Palestina muore. I suoi fiumi danno acqua avvelenata, le sue sorgenti si prosciugano, le colline e le valli si sfigurano, i suoi campi sono lavorati da cinesi importati mentre i suoi figli sono imprigionati in un ghetto. L'idea di uno stato ebraico separato e' fallita. Negli ultimi dieci anni la folle politica del governo israeliano ha importato oltre un milione di rumeni, russi, ucraini, thai e lavoratori africani. Alcuni di essi reclamano ascendenti ebrei: tribu' peruviane, indiani di Assam e il flusso interminabile di profughi dell'Unione sovietica continuano ad occupare la Palestina. Adesso la Jewish Agency progetta di far arrivare una tribu' Lambda dall'Africa del sud per rafforzare il carattere ebraico dello stato. Paradossalmente, coloro che ancora conservano un po' di tradizione giudaica sono isolati all'interno dello stato ebraico, come lo scomparso Dott. Yeshayahu Leibovitch, o imprigionati come il Rabbi di origine marocchina Arie Der'i.

Il mito di un assembramento spontaneo di ebrei ha cozzato contro la realta'. Dobbiamo smetterla. Lasciamo tornare i figli e le figlie della Palestina e ricostruiamo Suba e Kakun, Jaffa e Akka**. Invece di rafforzare la Linea Verde, cancelliamola e viviamo insieme come figli della Palestina.

Non solo Oslo, l'idea stessa della spartizione era sbagliata. Stracciamo la nostra Dichiarazione di un' Indipendenza falsa per scriverne una nuova, di reciproca dipendenza ed amore.

*scrittore israeliano, oppositore del sionismo. Pacifista e sostenitore del ritorno dei palestinesi nella loro terra storica

**Citta' e villaggi palestinesi distrutti o ebraicizzati dagli invasori provenienti da Stati Uniti ed Europa.

Traduzione a cura di <<http://www.arabcomint.com/>>

Voir aussi, "de notre ami Shamir" (une expression qui réjouit la rédaction de la feuille sioniste *L'Arche*) "La Feuille de route du Marquis de Sade", conférence prononcée à Paris, le 18 juin 2003, sous l'égide des Amitiés franco-irakiennes.

"La Feuille de route est le résultat d'un compromis passé, non pas entre Palestiniens et juifs, mais entre des juifs et d'autres juifs, dont aucun ne vit au Moyen-Orient..." On voit qua ça commence bien.

Voir aussi, dans le même document, le texte traduit du russe en français de la conférence tenue par Israël Shamir à Kiev, en Ukraine, au début juin 2003, "Le Facteur X". **Voir le document attaché Shamir-frdmnds**

UN PAYS DE BRUTES RACISTES

Vers une érosion du sentiment démocratique en Israël

Selon une enquête publiée par *Haaretz*, la population de l'Etat juif paraît de moins en moins attachée aux valeurs démocratiques. **Une majorité souhaite même le départ des Arabes israéliens. [Et que dirait-on si on établissait qu'une majorité de Français souhaitait "le départ" des juifs ?]**

Les israéliens paraissent de moins en moins attachés aux valeurs démocratiques. Une étude récente menée par des experts de l'Institut de recherche sur la démocratie en Israël, corroborée par une enquête menée auprès de 1208 personnes, atteste de cette tendance observée depuis au moins quatre ans. Le quotidien de gauche *Haaretz* s'en est ému dans un éditorial en date du 18 mai et explicitement titré "L'occupation détruit la démocratie".

Selon le journaliste, Uzi Benziman, peu de secteurs de la vie sociale et politique sont épargnés par cette désaffection, voire ce désintérêt, pour le respect de la démocratie. "Les motifs d'inquiétude sont nombreux, qu'il s'agisse de la liberté de la presse et de religion, des atteintes aux droits de l'homme, de la question de l'égalité de la distribution des richesses ou de la discrimination dans les domaines politique, économique et social." Selon les chercheurs, ces entorses à la démocratie placent régulièrement Israël en queue de peloton des quelque 35 pays qu'ils ont étudiés, même si en théorie le pays dispose de mécanismes de représentation et d'équilibre des pouvoirs à même d'assurer un fonctionnement démocratique de la société.

Le sondage donne une idée encore plus précise des raisons pour lesquelles les Israéliens n'hésitent pas à transformer la démocratie en un concept à géométrie variable. Ainsi, relate *Haaretz*, si 81 % des citoyens juifs défendent l'idée de l'égalité pour tous devant la loi, seuls 47 % prolongent ce raisonnement quand il s'agit d'égalité entre Juifs et Arabes. La population arabe d'Israël représente près de 20 % de ses citoyens. Par ailleurs, seuls 23 % des Juifs interrogés sont partisans d'associer les Arabes israéliens aux décisions importantes et moins d'un tiers voit d'un bon oeil leur participation au gouvernement alors qu'ils étaient 56% à défendre cette idée en 1999.

Des "dirigeants forts"

Paradoxalement, **seule une moitié de la population reconnaît que les Arabes israéliens font l'objet de discrimination.** L'étude montre d'ailleurs un fossé important entre le respect déclaré des sondés pour les règles démocratiques et leur volonté de les appliquer.

Plus grave encore aux yeux du journaliste, 57% de ses compatriotes juifs estiment que le gouvernement devrait encourager la population arabe d'Israël à émigrer. **"Cela signifie qu'une majorité d'Israéliens trouvent acceptable l'idée du transfert"**, s'indigne-t-il, faisant référence au programme politique défendu à l'origine par l'extrême droite, qui prône l'expulsion des Arabes israéliens du pays et des Palestiniens de Cisjordanie. Sur ce thème également, la tendance montre combien l'opinion s'est radicalisée en quatre ans.

Interrogés sur les qualités qu'ils attendent de leurs responsables politiques, 56% d'Israéliens assurent préférer des "dirigeants forts" au respect absolu des règles démocratiques. Selon l'étude, sur cette question, seules l'Inde et la Roumanie affichent un chiffre supérieur. En outre, avec une proportion de seulement 84% des sondés qui reconnaissent que la démocratie est un système politique "souhaitable", Israël est en dernière place des pays étudiés. Aux yeux d'Uzi Benziman, les raisons de cette inquiétante évolution sont limpides. "Le conflit israélo-palestinien, perpétué par une occupation permanente, sape les fondations de la démocratie israélienne." Mais tout n'est pas perdu, car il lui paraît que le respect du public israélien pour les valeurs démocratiques varie selon le contexte politique. Il estime donc qu'il revient à Ariel Sharon, le premier ministre, de créer au plus vite les conditions favorables au retour des réflexes démocratiques. En mettant fin à l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et en trouvant un règlement au conflit avec les Palestiniens.

<www.haaretz.com> *Le Monde*, 25 mai 2003.

UN LIVRE

The Israeli Holocaust Against the Palestinians, *A chronicle of war-crimes and atrocities against people judged less than human by the U.S. government and media*, by Michael Hoffman and Moshe Lieberman.

This book documents the horrendous atrocities which the Israeli state has visited upon the Palestinians. The authors bring you a dossier of Israeli war crimes in Palestine, profusely illustrated with harrowing photos of the death and destruction, which the Zionist war machine, among the mightiest on earth, has administered as collective punishment upon the entire Palestinian nation.

Contents include: • Israeli genocide in Palestine: documented • Exposing the media fantasy of Israel as "The only democracy in the Middle East" • Israeli troops shoot rights activists: documented • Israeli war crimes in Palestinian cities: documented • The Jenin death camp: documented • Bush and Sharon: birds of a feather • "Israel has nothing to hide" -- the calculated Zionist policy of shooting and obstructing reporters • How Israel forbids war crimes investigations • The history of Israeli state terrorism.

The Israeli Holocaust Against the Palestinians is one of the most explosive indictments of Israel ever published. Illustrated with suppressed photos of massive carnage and war crimes. The rare photos alone are worth the price of this stunning book.

2002, 6 x 9, 110 pp., illustrated, soft cover, Price: \$ 12.95

<<http://www.loompanics.com/cgi-local/SoftCart.exe/cgi-local/smpagegen.exe?U+scstore+mvbw6435ff11a511+-p+-c+scstore.cfg+94361>>

UN FILM

BBC controversial documentary on Israel's nuclear arsenal

The documentary splashed fiery questions in its introduction. Which country in the Middle East has undeclared nuclear weapons program? Which country has secret biological and chemical capabilities? Which country in the Middle East whose nuclear sites are not inspected internationally? Which country in the Middle East sentenced one of its citizens to 18 years after he divulged secrets of its nuclear programs?

Israel had objected to the documentary even before airing it, and protested to the BBC against screening the program.

Mordechai Vanunu, Israel's nuclear whistle blower, was jailed in 1986 for publishing photographs of Israel's nuclear bomb factory at Dimona, Olenka Frenkiel of BSC revealed the extent of Israel's nuclear gagging.

Vanunu has spent 17 year in jail, 11 of which were in a minute solitary confinement cell -- and he has just had his appeal for parole denied. He will stay in jail until 2004, when his term is expected to end.

Sunday Times journalist Peter Hounam heard rumors in 1986 that an Israeli whistle blower was offering proof of what the world had long suspected. Vanunu was that whistle blower. His revelations confirmed that Israel was building advanced nuclear weapons. After the *Sunday Times* published this scoop, Vanunu was lured to Italy and kidnapped by Mossad agents and illegally smuggled back to Israel. **He was tried in secret** and convicted of treason and spying. In court, at his parole hearing, Avigdor Feldman, Vanunu's lawyer, argued that his client had no more secrets and should be freed. But the prosecutor had a new argument: the imminent war with Iraq. After the hearing Mr. Feldman told Correspondent: The prosecutor said that if Vanunu were released, the Americans would probably leave Iraq and go after Israel and Israel's nuclear weapons -- which I found extremely ridiculous."

The real force blocking Vanunu's release is a man who was known only as "Y." In 2001, "Y" was exposed as **Yehieyl Horev** and it is said that the only thing he fears is publicity. Horev is the head of Israel's most powerful agency nuclear.

Horev is the head of Israel's most powerful intelligence military agency. His accountability has only been to the many prime ministers he has watched come and go in the 16 years he has built his power base.

Yediot Ahronot says: "**Horev is a grave danger to Israeli democracy.** He operates with no law, no real scrutiny and no monitoring by the Israeli parliament." Horev was afraid that veterans of the Israeli intelligence and the Israeli nuclear effort would try to maintain their footprint in the history of Israel and tell their story. He wanted to frighten them. Israel never confirms or denies claims that it has nuclear, chemical and biological weapons.

The country positions itself outside international treaties, which would make it subject to inspection. For 40 years, most Israelis have been content with this policy-knows as "nuclear ambiguity" But there are some in Israel who argue this policy has had its day. They say the costs of such secrecy to Israeli democracy are too great. Uzi Even, was a young scientist working, in the 60's at Dimona-Israel's nuclear reactor, as did Vanunu.

These old reactors tend to have accidents and he believes that Dimona which is beyond the reach of the Israeli parliament, needs to be brought into a system of accountability and public scrutiny. He explained: "You should have an outside monitoring. The secrecy more or less created an extraterritorial area in Israel where standard procedures of safety monitoring are not implemented."

So worker safety, environmental question and industrial safety procedures, are not covered, and there are thousands of people working there. Nothing illustrates this better than the sensitive issue of Dimona's cancer victims. In an Israeli documentary in 2002, Dimona **workers said accidents had been routine.** They spoke of explosions, fires and liquid and toxic gas leaks that they had to clean, **often without protection.** The authorities denied they had worked with radioactive materials. They have refused to compensate them or their families for their facilities for their years of loyal service. Because of the strict secrecy rules they were even unable to fight for their rights.

When a correspondent approached one of the workers, who **was dying on cancer**, he refused to be interviewed-but with some regret. Unaware he was being filmed, he said "I wanted to talk to you but I have been silenced. They came from intelligence and told me not to talk. They said I would be like Vanunu." When his sentence is finished he hopes to emigrate to America, an Egyptian report said.

30 juin 2003.

<<http://www.arabicnews.com/ansub/Daily/Day/030630/2003063028.html>>

*La BBC a repassé le film le 28 juin, malgré les hurlements du lobby-qui-n'existe-pas et les sanctions contre les journalistes de la BBC. Voyez le site de la **Campagne américaine pour la libération de Vanunu**, tenue par une poignée de pacifistes déterminés, avec les photos prises par Vanunu dans le centre secret de fabrication des armes nucléaires, à Dimona, dans le désert du Negev:*

<<http://www.nonviolence.org/vanunu/>>

Voyez aussi le site de la Campagne britannique pour libérer Vanunu. Il doit en principe sortir en 2004, mais on peut s'attendre à tout de la part des nazionistes qui gouvernent cet Etat ridicule et assassin:

<<http://www.vanunu.freeserve.co.uk>>

<campaign@vanunu.freeserve.co.uk> *Google fournit 9440 références à Vanunu. Remarquons que les Français, verts, pacifistes et autre gauchillons n'ont jamais été foutus, en 17 ans, de monter une "comité pour la libération de Vanunu", qui mérite, lui, mille fois plus que l'immonde Elie Wiesel, le prix Nobel de la Paix. Condamné à 18 ans de prisons pour avoir dénoncé publiquement un secret de Polichinelle ! L'athanor des armes de destruction massive ! Ben Gourion, Shimon Perès, Begin et toute la bande de vautours nucléaires, bien pire que Saddam Hussein !*

Israel to lobby ABC over nerve gas documentary

July 1 2003. The Israeli government will lobby Australia's national broadcaster to ditch plans to screen a controversial BBC documentary on the Jewish state. The program, *Israel's Secret Weapon*, asserts that Israel has used nerve gas against Palestinians and possesses an arsenal of chemical, biological and nuclear weapons. ABC Television today said the program would be screened but it had not yet been scheduled. Israel's ambassador to Australia, Gaby Levy, said he would ask the ABC to reconsider airing the program. Head of Israel's government press service, Daniel Seaman, said the BBC program **bordered on Nazi propaganda and anti-Semitism.**

<<http://www.smh.com.au/articles/2003/07/01/1056825386691.html>>

Il n'y a que la vérité qui blesse....

LA GÉNÉALOGIE DU DÉSIR D'EXPULSION DES PALESTINIENS

Il existe un livre qui dit tout: ***A Historical Survey of Proposals to Transfer Arabs from Palestine 1895 - 1947***, by Rabbi Dr. Chaim Simons (P.O. Box 1775, Kiryat Arba, Israel, Tel: 02-9961252)

CHAIM SIMONS was born in London in 1942. At the age of 20, he was awarded the degree of Bachelor of Science with First Class Honours in Chemistry and Physics from the University of London. Three years later he received the degree of Doctor of Philosophy in Chemistry from the same University. At a later date, he was awarded a Bachelor degree in Educational Technology. He also possesses a Rabbinical Diploma and is a qualified teacher with decades of experience in Education, which includes the setting and marking of Matriculation examinations. In addition to his books on Population Transfer, Rabbi Dr. Simons is also the author of a number of papers on Rabbinical subjects which have been published in scholarly journals, and has prepared pupils workbooks which link together religious and scientific knowledge.

Who said the following?

- 1) I favour compulsory transfer (of Arabs). I see nothing unethical in it.
- 2) The Jews ... will help in getting Arabs out of Galilee.
- 3) Palestine should be for the Jews and no Arabs should be in it.
- 4) Western Palestine should be handed over completely to the Jews, clear of Arab population...

For the answers, read this book... you will get some surprises!!

<<http://www.geocities.com/CapitolHill/Senate/7854/index.html>>

Le livre est en 60 fragments. Soyez patients: **c'est un chef d'oeuvre de tératologie politique.**

JÉHOVAH DIEU DES ARMÉES

Israël ou la prolifération

This paper is a history of the Israeli nuclear weapons program drawn from a review of unclassified sources. Israel began its search for nuclear weapons at the inception of the state in 1948. As payment for Israeli participation in the Suez Crisis of 1956, France provided nuclear expertise and constructed a reactor complex for Israel at Dimona capable of large-scale plutonium production and reprocessing. The United States discovered the facility by 1958 and it was a subject of continual discussions between American presidents and Israeli prime ministers. Israel used delay and deception to at first keep the United States at bay, and later used the nuclear option as a bargaining chip for a consistent American conventional arms supply.

Suite dans le document joint.

Voir le document attaché armesnucl.pdf

LES BEAUTÉS DE L'HUMANISME JUIF

Le centre de détention d'al Julma témoigne de la souffrance des prisonniers

Al-Julma est situé au sud-est de Haïfa, sur les pentes nord du Carmel. Avant d'être une base militaire, al-Julma était connu comme étant un site historique datant de la période cananéenne. Au temps de l'occupation anglaise, un centre de la police britannique était installé. Depuis l'occupation de Haïfa dans le cadre du plan Dalit (Haganah) fin avril - début mai 1948, le centre de police est devenu un centre de détention pour les interrogatoires, et la population palestinienne lui a donné le nom d'«abattoir» à cause de la souffrance et de la torture subie.

Bref historique du centre de détention d'al-Julma

La section de l'interrogatoire

Un grand bâtiment situé à l'est de l'entrée de la prison, formé de trois étages. Le sous-sol : 20 cellules, numérotées à partir de 20. Les cellules ont une surface de 2,5 m x 2 m. L'étage supérieur, celui par lequel se fait l'entrée dans l'immeuble. C'est là où se trouve la chambre des gardiens. Elle est située au-dessous de l'étage des interrogatoires. Les cellules sont numérotées de 1 à 18. Elles sont de même dimension que les autres, mais quelques-unes sont un peu plus larges.

L'étage de l'interrogatoire

Près de 11 pièces pour l'interrogatoire. Elles contiennent le matériel de la torture, la chaise pour les séances de shabah, par exemple.

La nature des cellules

Il s'agit de pièces construites en béton armé, collées directement les unes aux autres. Elles sont numérotées sur deux étages de 1 à 39. Dans chaque cellule, deux lampes fortement éclairées, probablement pour empêcher le prisonnier de dormir, pendent au plafond et leur forte lumière est dirigée sur le visage du prisonnier au cours de son sommeil. Il arrive que les lumières soient éteintes, sans savoir pourquoi. Parfois, ces lampes sont brûlées par des manipulations allumage-extinction rapides

jusqu'à la mise hors service. Lorsque ces lampes sont éteintes ou brûlées, le prisonnier n'a plus la possibilité de voir son doigt, à cause de l'obscurité qui règne dans sa cellule. Mais les périodes d'extinction ne sont pas longues, car à peine le prisonnier commence à crier pour réclamer la lumière que les gardiens se précipitent, provocateurs, changent la lampe et sortent le prisonnier. Un ventilateur fonctionne et introduit l'air dans chaque cellule. Mais il est source de forts désagréments pour le prisonnier, car il introduit le vent très froid pendant l'hiver, le prisonnier n'ayant que deux couvertures pour se réchauffer. A l'intérieur de la cellule, un coin pour les besoins du prisonnier, situé en face de la porte de la cellule. A l'intérieur de sa cellule, le prisonnier ne peut écouter aucun son, un silence total y règne. Il s'agit d'une façon provocatrice de la part des geôliers qui visent à démolir le moral des prisonniers. Les détenus sont enfermés dans ces cellules pendant une période de 70 à 90 jours, sans même l'autorisation du tribunal, pour certains détenus. Ceux-là mènent souvent la grève de la faim pour améliorer leurs conditions de détention et l'allègement de leur souffrance.

L'isolement dans les cellules représente une réelle torture morale pour les détenus et constitue une grave atteinte aux traités internationaux et aux droits de l'homme. Souvent, le détenu se met à crier vers les autres cellules, espérant pouvoir communiquer avec les autres. Dans ces cellules, se retrouvent les vieux et les jeunes mineurs. Il arrive parfois que deux ou trois détenus se retrouvent dans une même cellule, alors que celle-ci est conçue pour un seul.

Les détenus subissent les pratiques exécrables des services de renseignements israéliens qui, au fur et à mesure que le temps passe, innovent de nouveaux moyens caractérisés par la torture morale et physique. Dans les pièces d'interrogatoire la chaise du shabah : Il s'agit d'une forme de torture physique qui provoque des douleurs extrêmes dans le dos. Le prisonnier est attaché par des menottes en fer, ses mains attachées par derrière, aux pieds de la chaise. A peine bouge-t-il les mains qu'il ressent une grande souffrance. La couverture sur la tête : assis sur la chaise, le prisonnier a la tête recouverte d'un lourd sac

qui descend jusqu'à la poitrine, l'empêchant de respirer librement. Si le prisonnier porte normalement des lunettes, il ne peut les garder, sauf s'il y a un avis médical. Des lunettes spéciales, peintes en noir, sont autorisées à ceux qui ont des problèmes respiratoires, à la place des sacs. Ces lunettes sont serrées à la tête et sur les yeux, et le prisonnier n'arrive pas à les ajuster, ses mains étant liées. De plus, il ne peut bouger les pieds, le gardien l'en empêche. Une pièce spéciale est conçue pour rassembler plusieurs prisonniers assis sur la chaise du shabah, où on leur met une musique très puissante pour qu'ils ne puissent communiquer entre eux.

Lorsque le prisonnier souhaite aller aux toilettes, il est obligé de supplier le gardien pour obtenir une autorisation, et celle-ci est accordée selon le bon vouloir du gardien. La durée du shabah peut durer de longues heures, de 60 à 70 heures, sans sommeil, parfois entrecoupées de quelques minutes où le prisonnier retourne à sa cellule pour prendre son repas. Entretemps, le prisonnier reçoit des coups de la part du gardien s'il ferme les yeux, car pour l'administration de la prison, le temps du shabah est réservé à la réflexion et non au repos. La seule chose accordée pendant le shabah est l'eau, mais celle-ci est souvent polluée. Le prisonnier boit, les yeux couverts, il ne ressent donc la nature du liquide qu'après coup. Une façon pour humilier le prisonnier.

Un appareil pour détecter les mensonges

C'est un appareil de plus en plus utilisé par l'administration pénitentiaire. C'est un appareil qui considère que tous les détenus sont des menteurs. Il se base sur les battements du coeur et la détection de la sueur sur les paumes des mains. Tout prisonnier est prévenu qu'il va être soumis à ce détecteur, que s'il s'avère qu'il ment, il subira un sort effroyable et sera de nouveau soumis à ce détecteur. Cet appareil présente un écran où s'inscrivent des lignes comme sur les appareils pour les coeurs. Un des fils de cet appareil est posé sur le coeur, un autre sur le ventre, un sur les doigts, tout ceci pour juger de la véracité des paroles du prisonnier. Le prisonnier doit répondre par oui ou par non, et seul le spécialiste de l'appareil pose les questions. Ce dernier étudie ensuite les traits dessinés, et commente, selon son bon vouloir. Et, comme on peut s'y attendre, le résultat est toujours le mensonge du prisonnier. Il est alors soumis au shabah, aux coups, aux insultes, jusqu'à ce que le prisonnier "reconnaisse" qu'il a menti ou qu'il a omis de dire tout ce qu'il savait.

La nourriture

La nourriture donnée aux prisonniers témoigne de la volonté de l'administration pénitentiaire d'humilier le prisonnier et de lui faire perdre son calme. Il a pour fonction de ne pas laisser le prisonnier mourir de faim et non pas de lui préserver sa santé. Le petit déjeuner est donné à 7 heures du matin afin que le prisonnier soit prêt à paraître aux interrogatoires, qui commencent à 8 heures. Il se compose d'un oeuf dur, très froid, mais dont l'odeur indique qu'il a été cuit alors qu'il était avarié. Aucun prisonnier n'ose le manger. Une cuillère de confiture, du laban et trois ou quatre petits morceaux de pain. A midi, le repas est à onze heures, parfois à 12 heures. Il se compose de riz, aussi dur que les pierres et indigeste. Des carottes qui soulèvent le coeur, des pommes de terre, parfois, sans aucun grain de sel. Le soir, le repas est composé des mêmes ingrédients qu'à midi, parfois avec une tomate que l'administration couvre de piquants.

Qadri Abu Wasil, Nazareth, 26/6/2003

2 - Guantanamo ou le déni du droit

BLAIR EST UN VALET ABJECT

Blair backs US military to try British prisoners

By Donald Macintyre in Seoul

Tony Blair risked reigniting the row over two British prisoners held at the American military base in Guantanamo Bay when he gave a strong hint yesterday that they will be tried by a US military tribunal, saying British national security was at stake.

As a legal team led by the Attorney General, Lord Goldsmith, prepared to fly to Washington for talks on controversial plans to use a secretive military process to hear the cases Mr Blair insisted that "any military commission [the US] has is subject to rules that I think would be regarded as reasonably strict by anybody".

By making no mention of the possibility that Moazzam Begg, 35, and Feroz Abbasi, 23, would be tried in an American civilian court, Mr Blair appeared to acknowledge that the military hearings would go ahead. Their cases were put on hold after Mr Blair discussed the issue with President George Bush last week.

Although the Prime Minister said repatriation remained an option, ministers doubt whether the intelligence-based evidence against them would make a UK prosecution possible, let alone offer a reasonable prospect of conviction.

Mr Blair's clear hint in an interview with Sky Television that he accepts the two British prisoners at Camp Delta in Cuba will be among the six currently facing military hearings at the base will dismay critics in Britain who argue that such tribunals are a breach of the men's human rights.

A motion calling for the men to be repatriated was signed by more than 160 MPs before Parliament broke up for the summer recess last week. Although the men are supposed to be able to choose their own legal representation, the lawyers are to be vetted by the military. [...]

The Independent, 21 juillet 2003

TORTURES AMÉRICAINES EN IRAQ

U.S. Accused Of Torture In Iraq

Amnesty International is looking into a number of cases of suspected torture in Iraq by American authorities. One of case involves Khraisan al-Aballi. Al-Aballi's house was raided by American soldiers, who came in shooting and arrested Khraisan and his 80-year-old father. They shot and wounded his brother Dureid. Dureid was carrying a weapon. His brother says Dureid thought the Americans were looters. The three men were taken away. Khraisan and his father went to the U.S. detention center at Baghdad's airport. They still don't know where his wounded brother is. Khraisan says his interrogators stripped him naked and kept him awake for more than a week, either standing or on his knees, bound hand and foot, with a bag over his head. [...]

CBS, 19 juillet 2003.

ILS ONT PEUR QU'IL PARLE

Feds Attempt to Block Moussaoui Interview

By Larry Margasak

The government is making a new attempt to block accused Sept. 11 conspirator Zacarias Moussaoui from questioning an al-Qaida prisoner, urging an appeals court to reconsider its earlier refusal to act. The interview would disrupt efforts to obtain intelligence and provide an admitted terrorist with access to an enemy combatant held overseas, the Justice Department said Thursday in a written filing with the 4th U.S. Circuit Court of Appeals in Richmond, Va. The government sought a rehearing by a three-judge panel or all the judges of the appellate court.

The panel previously said the case had not reached the stage where it could rule on the clash between protection of national security and Moussaoui's right to question a potentially favorable witness. Charged as a conspirator with the 19 Sept. 11 hijackers,

Moussaoui has acknowledged membership in al-Qaida but denied any role in the attacks. Instead, the three-judge panel required two steps prior to any ruling: a formal refusal by the government to make the witness, Ramzi Binalshibh, available for questioning; and imposition of penalties by the trial judge in response to such a refusal.

U.S. District Judge Leonie Brinkema has ruled that Moussaoui had a constitutional right to interview Binalshibh, a suspected organizer of the Sept. 11 attacks. The interview could be used at a public trial, forcing disclosure of classified information, prosecutors said.

By refusing to decide the issue, the government said, the appellate court placed the government in a predicament: choose between disclosing classified information to Moussaoui or accepting punishment that could range up to dismissal of the charges.

The government also asked the appellate judges to prevent Brinkema from taking any action against the government pending a rehearing. She has set a Monday deadline for the government to state whether it would make the witness available.

Associated Press, 11 juillet 2003

PARODIE DE JUSTICE

Bush Picks Six to Face Military Tribunal

By Matt Kelley

President Bush designated six prisoners to become the first people who could be tried before military tribunals, drawing renewed criticism from defense lawyers of the secretive special courts. Officials refused to identify the six suspects being held in U.S. custody and suggested their identities might be kept secret during any military trial. That drew criticism from the chairman of the American Bar Association's task force on the treatment of detainees in the war on terrorism.

"The State Department issues a report every year in which it criticizes those nations that conduct trials before secret military tribunals. What I'm hearing sounds alarmingly like something similar," said Neal Sonnett, also a former president of the National Association of Criminal Defense Lawyers. "If they're going to be charged by military tribunals then they have a right to full due process and the public has a right to know who's being tried and what the charges are and the government has an obligation to run these tribunals in a fair and transparent way."

All six suspects are believed to be either members of the al-Qaida terrorist network or otherwise involved in terrorism, said two Pentagon officials who briefed reporters on condition of anonymity Thursday. Australian detainee David Hicks, who is being held at the U.S. Navy base at Guantanamo Bay, Cuba, likely will be one of the six, said his lawyer, Stephen Kenny. Hicks, a Muslim who fought with the Kosovo Liberation Army, called his parents 17 days after the Sept. 11 attacks to say he was with the Taliban. He also allegedly threatened to kill an American upon his arrival at Guantanamo, U.S. officials said. Some of the six may have attended terrorist training camps and some were involved in raising money and recruiting for terrorist groups, the officials said. Under Bush's order creating the military tribunals, only people **who are not U.S. citizens** may be subject to such trials. Unlike traditional criminal trials, the proceedings of military tribunals can be kept much more secret. The United States has not convened such a tribunal since World War II.

The next step is for a chief prosecutor to draft charges against any or all of the suspects. Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz will then make a separate decision on whether the suspects will actually face trials by what the Pentagon calls military commissions. Although Pentagon officials would not say where the suspects are imprisoned or where their tribunals might be held, legal experts said the trials likely would be at Guantanamo, where some 680 Taliban and al-Qaida suspects are being held. Officials at Guantanamo Bay have begun planning for construction of court facilities and an execution chamber, since the tribunals may consider imposing the death penalty.

The Pentagon officials also raised the possibility that the military might continue to hold the suspects even if they are acquitted by a tribunal. The prisoners' status as "unlawful

combatants" in the war against terrorism is separate from their guilt or innocence on charges brought before a tribunal, a military official involved in the tribunal process said. [...]

Associated Press, 4 juillet 2003.

**N'ALLEZ PLUS AUX ETATS-UNIS, BOYCOTTEZ LES USA, DÉNONCEZ
L'ABOLITION DES DROITS DE L'HOMME PAR LES AMÉRICAINS. UN MOT DE
TRAVERS, ET VOUS VOUS RETROUVerez À GUANTANAMO. C'EST PAS
CHIRAC QUI VOUS EN SORTIRA.**

CHRONIQUE DE GUANTANAMO (extraits)
N°20 • 3 juillet 2003

25/07/03 - Ali Saleh Kahlah Al Marri déclaré "combattant ennemi". Ali Saleh Kahlah Al Marri, un citoyen qatari arrêté aux USA en décembre 2001 et qui devait être jugé le mois prochain dans l'Illinois sur les charges d'aide financière à Al Qaïda et de mensonges au FBI, vient d'être déclaré "combattant ennemi" et donc mis sous la garde du Département de la Défense. Il pourrait donc être jugé par un tribunal militaire. On ignore s'il a été transféré à Guantanamo.

25/07/03 - 5 arrestations au Malawi. Dans une opération conjointe de la CIA et des services de renseignement locaux, 5 hommes ont été arrêtés durant le week-end dernier au Malawi, suspectés de contribuer au financement d'Al Qaïda. Les cinq hommes sont 2 Turcs, 1 Kényan, 1 Saoudien et 1 Soudanais, tous actifs dans des associations caritatives ou éducatives musulmanes.

25/07/03 - Un réfugié palestinien en Grande-Bretagne en détention illimitée. Mahmoud Abu Rideh, un réfugié palestinien en Grande-Bretagne, vient de faire appel pour obtenir la fin de la détention illimitée à laquelle il est soumis en application de la loi de 2001 contre le terrorisme et pour la sécurité. Cette loi stipule que des personnes menaçant la sécurité nationale ou ont des liens avec le terrorisme international mais ne peuvent être expulsés peuvent être détenus indéfiniment. Abu Rideh est accusé d'avoir dirigé en Afghanistan une école fréquentée par les enfants des "terroristes le plus recherchés" au monde.

23/07/03 - Belgique : Le compétence universelle s'en prend à Bush. Des plaintes ont été déposées en Belgique contre le président George Bush et le Premier ministre britannique Tony Blair pour leur responsabilité dans la guerre en Irak, a annoncé jeudi le ministère belge de la Justice, qui les a toutefois renvoyées devant la justice américaine et britannique.

Le président George Bush, le Premier ministre Tony Blair, le ministre US des Affaires étrangères Colin Powell, le ministre US de la Défense Donald Rumsfeld, son adjoint Paul Wolfowitz et la conseillère présidentielle à la Sécurité, Condoleeza Rice, sont les principales personnalités US et britanniques qui font l'objet de plaintes récentes en Belgique dans le cadre de la loi de compétence universelle, a révélé jeudi le Premier ministre, Guy Verhofstadt. Ces diverses plaintes ont été envoyées mercredi par le gouvernement belge aux autorités concernées aux termes du paragraphe 4 de l'article 7 de la loi de compétence universelle amendée, a précisé M. Verhofstadt qui participait jeudi au sommet des partis libéraux européens précédant le sommet européen de Thessalonique. "Nous ne voulons pas qu'un mauvais usage soit fait de la loi de compétence universelle, c'est pourquoi le conseil des ministres a traité ces plaintes en moins de 24 heures", a poursuivi M. Verhofstadt. [...]

Source : Agence Belga

22/07/03 - Une équipe de la BBC empêchée de filmer les détenus. Une "visite guidée" du Camp Delta organisée par les autorités US pour des journalistes britanniques s'est mal terminée, vendredi 20 juin, pour une équipe de télévision de BBC Panorama. Des détenus

en salopettes blanches en train de manger derrière un grillage, apercevant les journalistes, ont crié : " Vous êtes journalistes ? On peut vous parler ? " La reporter Vivienne White a alors répondu : " Nous sommes de la BBC Television..." L'officier guidant le groupe a alors interrompu la visite et a ramené l'équipe loin du grillage, les contraignant à remettre l'enregistrement audio de la scène. Fin du reportage pour la BBC, accusée d'avoir brisé les "règles de base" qu'elle avait promis de respecter.

Cette chronique hebdomadaire est éditée et diffusée par le Collectif Guantanamo, 5 rue de Douai, 75009 Paris, <xraydelta@lvo.info> • Tél. 06 13 99 28 86. Informations publiées par le site <<http://quibla.stcom.net>>

LES PRISONNIERS MALTRAITÉS EN IRAQ:

True price of war: scandal of 'lost' PoWs Exclusive By Gary Jones

The Red Cross yesterday accused Tony Blair and George Bush of breaching the Geneva Convention over the shabby treatment of Iraqi prisoners of war. The humanitarian organisation said the true number of PoWs and their whereabouts was unknown, family visits have been denied and there was no system in place to monitor arrests or pass on details to the Red Cross. A high-ranking official of the International Committee of the Red Cross said: "It is an obligation of the occupying power to notify us of any arrests but that's not happening. We are not receiving anything like full information on prisoners of war.

"There is no proper notification. No organisation. There is not the will to resolve this issue. "Talks are now taking place at the highest level and if we don't make progress then we will be merciless in fighting our corner." The shocking series of complaints made by the ICRC include: Only 2,000 prisoners have so far been seen with many more unaccounted for. Relatives are not allowed to visit them even if they are lucky enough to track them down. So slipshod has been the taking down of Arabic names of PoWs that they are meaningless, making it impossible for the Red Cross to track down their families. No notification of arrests or where prisoners are held and no urgency in passing on information. Labour MP and leading war critic Tam Dalyell called on the Prime Minister to urgently resolve the Red Cross grievances. He said: "He's got to sort this out - or release the PoWs. Not monitoring prisoners properly will cause huge resentment, especially if those being held are innocent.

"Adding to the perceived injustices of the Iraqi people will only create more bitterness and lead to more attacks on our forces.

"It is a catastrophic state of affairs."

The US has sidestepped some of its responsibilities under the 50-year-old Geneva Convention because President Bush stopped short of declaring the war over. Under the Convention, once war is declared over the victorious army must release prisoners of war and halt operations targeting specific leaders. Human rights group Amnesty International has called on the US and British forces to give Iraqis detained since the beginning of the occupation the right to meet families and lawyers.

They are also calling for a judicial review of their detention. UK Director Lesley Warner said: "The conditions of detention Iraqis are held under at the Camp Cropper Centre at Baghdad International Airport - now a US base - and at Abu Ghraib Prison may amount to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, banned by international law." Detainees held in Baghdad have invariably reported that they suffered cruel, inhuman or degrading treatment immediately after arrest.

They report being tightly bound with plastic handcuffs and sometimes denied water and access to a toilet in the first night of arrest. Amnesty delegates saw numerous ex-detainees with wrists still scarred by the cuffs a month later. The Red Cross has a policy of not speaking publicly on the condition of prisoners. The official who spoke to the Daily Mirror from Geneva said: "I shouldn't really be talking to you but the truth is we don't have a full picture of all the arrests and are not receiving all the information we need."

The Ministry of Defence said yesterday it worked closely with the Red Cross . A spokesman said: "If the ICRC is raising this issue then answers will be given to the queries they have raised. We take our obligations under the Geneva Convention very seriously."

The Mirror 6 juillet 2003

<http://www.mirror.co.uk/news/allnews/content_objectid=13144834_method=full_siteid=50143_headline=-TRUE-PRICE-OF-WAR--SCANDAL-OF--LOST--PoWs-name_page.html>

3 - L'Iraq des marais

ILS DÉCOUVRENT LA LUNE

Armes irakiennes : l'embarras des spécialistes du désarmement

Plusieurs centres d'analyse stratégique se disaient, à l'automne 2002, convaincus de l'existence d'armes de destruction massive. Aujourd'hui, ils s'interrogent, reconsidèrent leurs travaux et dénoncent l'"instrumentalisation" dont ils auraient été l'objet par Washington et Londres.

Où sont les armes de destruction massive qui ont justifié l'entrée en guerre contre l'Irak ? Accusés de mensonges ou de manipulations, George Bush et Tony Blair sont sommés de s'expliquer. Et leurs services de renseignement sont sur la sellette. Mais **la question est aussi posée à la communauté des spécialistes en désarmement**. A l'automne 2002, plusieurs centres d'analyse stratégique concluaient à l'existence d'un arsenal de mort en Irak. Leurs diagnostics rejoignaient alors ceux de la CIA ou du Joint Intelligence Committee britannique. **[Nous disions dès cette époque-là que ces histoires étaient de la pure fabrication idéologique.]**

"Les armes biologiques et chimiques existent bel et bien, et leur emploi est tout à fait possible en cas de guerre", affirmait ainsi François Heisbourg, président de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) dans *Le Monde* daté du 10 septembre. **[Heisbourg est le plus con des plus cons. Il avait déjà fait la preuve de sa nullité et de son insignifiance au cours de la première guerre du Golfe où il avait accumulé les platitudes pontifiantes. Que ce type-là soit toujours là, 12 ans plus tard, à débiter les mêmes âneries est la marque de la crétinerie congénitale de la PRESSE.]** La veille, l'IISS rendait public un rapport remarqué sur l'armement de Saddam Hussein. L'IISS estimait que le régime de Bagdad n'était pas en mesure de développer rapidement l'arme nucléaire mais que ses capacités en matière d'armement chimique et biologique demeuraient.

Ce rapport allait inspirer le gouvernement britannique pour constituer son "dossier réquisitoire" du 24 septembre sur les armes de destruction massive (ADM) irakiennes. **[Dossier entièrement bidonné dans un seul but: faire la guerre avec les mains libres.]**

Les socialistes adorent ça. Ils peuvent ratiboiser le bougnoule sans avoir à rendre des comptes, mieux que l'Irlande !] Certains chercheurs ne masquaient pas leur opinion : "Il vaut mieux agir militairement contre l'Irak tant que ses capacités sont encore éloignées de ses objectifs que d'attendre qu'il soit doté de l'arme nucléaire", déclarait le directeur des études de l'IISS, Gary Samore, à CNN, le 9 septembre. **[Tous ces gens-là font partie du lobby-qui-n'existe pas.]**

Aujourd'hui, ces mêmes experts sont contraints à **de douloureuses révisions**. Ceux qui étaient le plus convaincus de la présence d'ADM ne cachent pas leur "trouble" devant le "mystère" de l'arsenal irakien. Trois mois après la chute de Bagdad, aucune preuve n'a pu être trouvée de l'existence ou de la destruction d'ADM.

"C'est une sacrée histoire", reconnaît François Heisbourg, qui outre ses fonctions à l'IISS est directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Mais il ajoute aussitôt: "Les Américains ne retrouvent rien, mais les Irakiens n'ont toujours pas prouvé l'élimination de leurs stocks de la guerre Iran-Irak." L'IISS n'a pas complètement changé d'avis: l'un de ses spécialistes, John Chipman, assurait à la BBC, la semaine dernière : "Nous trouverons les preuves d'un programme d'armes de destruction massive." **[On attend. Les Amerloques ont mis 1200 gugusses sur le terrain, depuis avril, tous des hyperspécialistes. ils n'ont pas encore trouvé un os à ronger.]**

Pourquoi alors, **cette incapacité** des forces américano-britanniques à les découvrir en Irak ? "Il y a quelque chose qui m'échappe, je ne comprends pas", avoue Jacques Beltran qui travaillait à l'Institut français des relations internationales (IFRI) l'automne dernier. "Hans Blix -- alors chef des inspecteurs de l'ONU -- posait lui-même la question dans ses rapports d'avant-guerre du sort des milliers de litres de toxines jamais retrouvés. A moins qu'ils se soient évaporés, on finira par les retrouver", estime-t-il.

Les spécialistes du désarmement en sont **réduits à des hypothèses**. François Heisbourg évoque un scénario: les armes ont peut-être été détruites avant la guerre, peu après l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 8 novembre 2002, de la résolution 1441 organisant le retour des inspecteurs en désarmement. **[Autre hypothèse: tous ces spécialistes sont des connards à la solde des gouvernements...]**

"Les Irakiens n'ont pas voulu montrer qu'ils n'avaient plus d'armes de dissuasion", et les Américains ne peuvent "reconnaître avoir raté l'information", imagine le président de l'IISS avant de conclure: "Ma seule certitude c'est qu'il y a eu des ADM." "Et puis, de toute façon, il y avait une menace de prolifération", ajoute Jacques Beltran. **[La prolifération de quelque chose qui n'existe pas est encore plus inquiétante que celle de quelque chose qui existerait...]**

Mais ces spécialistes reconsidèrent également la portée de leurs travaux et expliquent désormais qu'il faut les relativiser. Ils font remarquer que leurs "moyens d'investigations sont limités". "Nous nous sommes fondés sur la logique et les rapports de l'Unscorm -- commission en désarmement de l'ONU en Irak -- qui n'indiquaient qu'une destruction partielle des armes irakiennes. Si on ne trouve rien, mon trouble persistera, et **le professionnalisme des inspecteurs en désarmement pourra être sujet à caution**", prévient Jacques Beltran. "Les ADM, c'est de toute façon un problème secondaire aujourd'hui", tranche Philippe Moreau-Desfarges, spécialiste des "questions de gouvernance globale" à l'IFRI, en reconnaissant que "quelques erreurs avaient été commises". "Nous sommes désormais plus prudents", rassure-t-il. **[Mais dans tout ce tas de putes, ils sont tous prêts à recommencer le même scénario avec l'Iran.]**

Jadis proches des positions américano-britanniques, ces chercheurs portent un jugement inattendu sur les coalisés. Ils dénoncent unanimement "l'instrumentalisation" par Londres et Washington dont ils ont été victimes. "Les politiques ont habillé à leur façon les données dont ils disposaient et même celles dont ils ne disposaient pas...", résume François Heisbourg. L'uranium en provenance du Niger est un "mensonge caractérisé", "les fameux laboratoires mobiles n'ont jamais été vus par des experts indépendants", énumère-t-il. Le dossier britannique du 24 septembre est qualifié de "salmigondis de travaux faisandés de thésards de dix ans d'âge" par le président de l'IISS qui conclut : "Les Britanniques étaient en veine de créativité." **[Et lui, à ce moment-là, il a fermé sa gueule, il n'a pas appelé les journaux pour parler de "salmigondis".]**

Le débat tourne également au règlement de comptes entre chercheurs. "Je suis étonné de cette nouvelle position de l'IISS. C'est de la mauvaise foi ou de l'incompétence", s'emporte Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). "En septembre, il préconisait l'intervention militaire immédiate. Celui qui ne reprenait pas le discours américano-britannique dominant **était aussitôt qualifié d'agent irakien**, de gaullomitterrandiste à la vision étriquée", se souvient M. Boniface.

Le rapport de l'IISS est violemment critiqué par une partie de la communauté scientifique. "L'institut a fourni à Blair son argumentaire. Le rapport était orienté politiquement et justifiait l'intervention militaire", juge Jacques Beltran. "L'IISS est basé à Londres mais respire à Washington. Son rapport est tombé à point nommé dans la stratégie américaine. Nous n'étions plus dans des constats techniques, mais dans des préconisations politiques", affirme Pascal Boniface.

"C'est la vocation d'un organisme comme le mien que de contribuer au débat. J'assume totalement ce superbe travail, le seul travail sérieux sur le sujet dans le domaine public", se défend François Heisbourg. Une nouvelle bataille est engagée entre experts sur les ADM. Mais rien ni personne n'est venu jusqu'à présent contredire les conclusions de Hans Blix et de Mohammed El Baradei devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le 7 mars, deux semaines avant le début de la guerre: "Nous n'avons trouvé aucune preuve d'activités interdites --...-- Aucune installation pour la production ou le stockage de produits chimiques ou bactériologiques n'a été découverte."

Yann Laurent
Le Monde, 17 juillet 2003.

La bêtise et l'inutilité de ces instituts bidons en revanche n'ont pas besoin d'être découvertes. On les connaît depuis longtemps.

LE PRIX À PAYER

Military Operations in Iraq Cost Nearly \$4 Billion a Month

By Jonathan Weisman

The Pentagon is spending nearly \$4 billion a month in Iraq, a "burn rate" that is likely to continue far longer than the Bush administration intended due to ongoing attacks on U.S. forces, according to private and government cost projections.

Pentagon officials have avoided divulging the size of the force they anticipated for Iraqi occupation and reconstruction, but a Defense Department report sent to Congress last week conceded that demobilization has not been as rapid as planned. Defense Secretary Donald H. Rumsfeld told the Senate Armed Services Committee that the monthly cost of operations in Iraq is roughly \$3.9 billion. The military has already had to shift about \$3.6 billion from an Iraq contingency fund and other military accounts **to cover unanticipated costs**, according to the report. And the current force in Iraq -- about 150,000 troops -- will likely remain in the region into the next fiscal year, which begins in October, the report said. Before the war, Defense Department officials hinted that the **peacekeeping force would be 40,000 to 60,000 troops**.

"The presumption was always that the burn rate would decline rapidly," said Loren B. Thompson, a defense analyst at the conservative Lexington Institute. "It's pretty obvious now that the peacekeeping function substantially exceeds what was anticipated." Pentagon officials and defense analysts in Congress say the \$62.6 billion emergency spending bill that Congress passed just after the war began should cover war costs through the end of this fiscal year. But the **messy aftermath** -- with its guerrilla-like attacks, looting and sluggish rebuilding efforts -- threatens to drain the Treasury well into next year **and beyond**. [*Ils ont oublié que le colonialisme, ça coûte cher.*]

The \$3.9 billion monthly spending rate is **nearly double the rate anticipated** for longer-term peacekeeping operations, a House Appropriations Committee aide said. Indeed, **signs of strain** are already beginning to show, according to Defense Department documents.

In its most detailed assessment of the cost of the war, the Pentagon said it has already incurred \$900 million in **unanticipated personnel costs** and about \$4.1 billion in weapons depot maintenance costs that are "beyond the scope of the programs to absorb." An additional \$612 million in **family separation allowances and imminent danger pay** demanded by Congress will also have to be covered by **shifting funds** from other accounts. The military hopes to spend \$232 million to replace Air Force transport equipment, \$217 million to buy new Tomahawk cruise missiles, \$638 million on munitions, \$389 million to convert Chinook helicopters for special operations, and \$109 million to upgrade Army combat missile systems. And those are only the **preliminary assessments** of equipment loss, the report cautioned. [*Ils ne comptent pas le prix des généraux irakiens félons, fort modeste au demeurant, mais qui économise les munitions.*]

The House this week approved a \$369 billion defense spending bill that includes **no money for military operations in Iraq**, a move that "is very hard to understand or explain," said Thomas Kahn, the Democratic staff director of the House Budget Committee. Defense Department officials remained sanguine about the long-term issues. The report to Congress continued to predict that "only a limited number of U.S. forces will remain" in Iraq by fall 2004.

Washington Post, July 10, 2003; Page A24

http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A36302-2003Jul10.html?nav=hptop_ts

LES BRIGADES DU TIGRE

Counter-revolution & resistance in Iraq

By Richard Becker

In April 2003 the U.S. and British rulers finally achieved what they had wanted to do since July 1958: the counter-revolution in Iraq. But erasing 45 years of independence from a people's consciousness is no easy task, and the occupiers face a future of resistance to their imperial rule.

The counter-revolution in Iraq -- executed by the vastly superior firepower of the world's lone superpower -- is a heavy blow not only to the Iraqi people, but to all those struggling for liberation in the Middle East. The imperialist takeover of the biggest and most populous Arab state in the Gulf region gravely threatens Syria, Lebanon, Iran and the Palestinian people. It is not a coincidence that the crushing of Iraq was immediately followed by the unveiling of Bush's "road map" for the Palestinians. In the aftermath of the first Gulf War and the collapse of the Soviet Union, the first President George Bush launched the now defunct Oslo "peace process."

Last month, on April 9, organized military resistance in Baghdad and most of Iraq suddenly ended. Iraq had by then endured three weeks of air, ground and sea-based attacks by "coalition" -- U.S. and British -- forces. The circumstances surrounding the collapse of the Iraqi government and state remain unclear, but the relief in the ruling circles of Washington and London was apparent. From the beginning of the war, Washington pursued a strategy of "decapitation" -- either killing the Iraqi leadership or fomenting a coup d'état. The longer the war continued, the greater the possibility of new upheavals in the Middle East and elsewhere in the Islamic world.

Relief was quickly replaced by limitless bourgeois triumphalism -- and the announcement that the invaders were now hunting the leaders of the ousted regime, the same way that in earlier manifestations of colonialism the authorities tracked and killed the leaders of defeated slave revolts. The images of Iraqi officials were grotesquely imprinted on decks of playing cards, with Saddam Hussein as the Ace of Spades. U.S. leaders and their corporate media have relentlessly promoted the idea that their goal of "regime change" simply involved removing the ultra-demonized Hussein and his immediate circle. **In reality, Washington's aim was to destroy everything that made Iraq an independent state.**

Everything is gone -- from the military to the government ministries to the state-run food-distribution and health-care systems. In the aftermath of the war, Iraq is under a Pentagon military dictatorship. Meetings of U.S.-picked Iraqi "leaders" are now being held to set up a

puppet "interim government." The commander of U.S. ground forces in Iraq, Lt. Gen. David McKiernan, made it clear that these Iraqi leaders are little more than ornamentation. On April 23, McKiernan issued a blunt proclamation stating, "The coalition alone retains absolute authority within Iraq."

U.S. diplomatic and intelligence officials are slated to be the directors of all the new Iraqi ministries set up by the military dictatorship. Early in the war, U.S. military forces seized the great prize in Iraq, the rich oil fields in the north and south. Iraq holds an estimated 12 percent of the world's proven petroleum reserves, second only to Saudi Arabia.

Iraq before the revolution

U.S. involvement in Iraq began in the 1920s. U.S. corporations were granted 23.75 percent of Iraq's oil as a reward for entering World War I on the side of the victorious British and French empires. Britain, France and the Netherlands received equal shares of Iraq's petroleum resources. Iraq was then a newly created colony, or "mandate," in the far-flung British Empire. Because of fierce resistance to colonial domination by Arabs and Kurds alike, Britain granted Iraq its nominal independence in 1932. But the country was ruled by a British-installed monarchy, and continued to be occupied by British military bases.

To fortify their domination, the British promoted the development of a class of big landowners in Iraq, who exported grain, dates and other products. The peasants who constituted the majority of the population were treated as serfs, bound to the land and living in utter poverty. In the 1950s, life expectancy in Iraq was 28-30 years. Infant mortality was estimated at 300-350 per 1,000 live births. By comparison, infant mortality in England at the time was around 25 per 1,000 births. Illiteracy was more than 80 percent for men and 90 percent for women. Diseases related to malnutrition and unsanitary water were rampant. A statistical survey at the time showed income of less than 13 Fils -- 4 cents -- per day for individual peasants in Diwaniya, one of the more prosperous agricultural regions. According to a 1952 World Bank (IBRD) report, the average yearly income for all Iraqis was \$82. For peasants it was \$21. (*Revolution in Iraq*, Society of Graduate Students of American Universities in Iraq, 1959)

The richest of the landlord families was named Chalabi. They owned vast estates in southern Iraq. Today it is Ahmed Chalabi, son of this same family, who is the Pentagon favorite to become the new "leader" of Iraq. Neocolonial and landlord rule was maintained by a ruthless secret police/ military regime that tortured, murdered and imprisoned countless thousands of Iraqis. Still, the resistance was strong. In the face of it, Iraq was placed under martial law 11 times between 1935 and 1954, for a total of nine years and four months. Underlying Iraq's extreme poverty was this simple fact: Iraq owned none of its vast oil reserves.

The U.S. and Iraq

In the latter stages of World War II, the Roosevelt and Truman administrations, dominated by big banking, oil and other corporate interests, were determined to restructure the post-war world to ensure the dominant position of the United States. The key elements in their strategy were: 1) U.S. military superiority in nuclear and conventional weaponry; 2) U.S. domination of newly created international institutions like the United Nations, International Monetary Fund and World Bank, and establishment of the dollar as the world currency; 3) control of global resources, particularly oil. In pursuit of the latter, the United States was intent on taking control of certain strategic assets of the British Empire, war-time alliance notwithstanding. Among those assets was Iraq.

A February 1944 exchange between Roosevelt and British Prime Minister Churchill makes clear that the British were well aware of U.S. intentions. Churchill wrote Roosevelt: "Thank you very much for your assurances about no sheep's eyes [looking enviously] on our oilfields in Iran and Iraq. Let me reciprocate by giving you the fullest assurance that we have no thought of trying to horn in upon your interests or property in Saudi Arabia." (quoted in Gabriel Kolko, *The Politics of War*, New York, 1968)

What this note clearly showed was that the U.S. leaders were so intent on taking over Iran and Iraq, both important neo-colonies of Britain, that it had set off alarm bells in British ruling circles. It is also worth noting that Saddam Hussein was just 7 years old in 1944,

when the U.S. leaders fixed their sights on Iraq. Despite Churchill's bluster, there was nothing the British could do to restrain rising U.S. power. Within a few years, the British ruling class would adapt to the new reality and accept its new role as Washington's **junior** partner. In 1953, after the CIA coup that put the shah in power in Iran, the U.S. took control of that country. And by the mid-1950s, Iraq was jointly controlled by the United States and Britain.

In 1955 Washington set up the Baghdad Pact, which included its client regimes in Pakistan, Iran, Turkey and Iraq, along with Britain. The Baghdad Pact, or CENTO -- Central Treaty Organization, had two purposes. First, to oppose the rise of Arab and other liberation movements in the Middle East and south Asia. And second, to be another in a series of military alliances -- NATO, SEATO and ANZUS were the others -- encircling the socialist camp of the Soviet Union, China, Eastern Europe, North Korea and North Vietnam.

The Iraqi revolution

But on July 14, 1958, a military rebellion led by Brigadier Abdul Karim Kassem and the Free Officers movement turned into a country-wide revolution. The king and his administration were suddenly gone, the recipients of people's justice. The 1958 revolution put an end to colonial domination and marked the beginning of Iraq's real independence. Although the Iraqi Communist Party was the biggest organized force among the revolutionary forces, the revolution did not lead to a socialist transformation of the country. The ICP strategy was alliance with the anti-colonial nationalist bourgeoisie.

Though not a socialist revolution, the Iraqi Revolution created panic in Washington and on Wall Street. President Dwight Eisenhower called it "the gravest crisis since the Korean War."

The day after the Iraqi Revolution, 20,000 U.S. Marines began landing in Lebanon. The day after that, 6,600 British paratroopers were dropped into Jordan. The U.S. and British expeditionary forces went in to save the neo-colonial governments in Lebanon and Jordan. Had they not, the popular impulse from Iraq would have surely brought down the Western-dependent regimes in Beirut and Amman. But Eisenhower and his generals had something else in mind as well: invading Iraq, overturning the revolution and re-installing a puppet government in Baghdad.

Three factors forced Washington to abandon that plan in 1958: 1) the sweeping character of the Iraqi Revolution; 2) the announcement by the United Arab Republic -- Syria and Egypt were then one state that bordered Iraq -- that its forces would fight the imperialists if they sought to invade; and, 3) strong support for the revolution from the People's Republic of China and the Soviet Union. The USSR began to mobilize troops in the southern Soviet republics close to Iraq. The combination of these factors forced the U.S. leaders to accept the existence of Iraqi Revolution. But Washington never really reconciled itself to the loss of Iraq.

Over the next three decades, the United States applied many tactics designed to weaken and undermine Iraq as an independent country. At various times -- for instance after Iraq completed nationalizing the Iraqi Petroleum Company in 1972 and signed a defense treaty with the USSR -- the United States gave massive military support to Kurdish elements fighting Baghdad and added Iraq to its list of "terrorist states." Washington supported the more rightist elements within the post-revolution political structure against the communist and left-nationalist forces. For example, the United States backed the overthrow and assassination of President Abdel Karim Kassem in 1963 by a right-wing military grouping. And Washington applauded the suppression of the left and unions by the Arab Ba'ath Socialist Party governments in the 1960s and 1970s.

In the 1980s, the United States encouraged and helped to fund and arm Iraq, under the leadership of Saddam Hussein, in its war against Iran. Secretary of State Henry Kissinger revealed the real U.S. attitude about the war: "I hope they kill each other." Bourgeois governments in both Iran and Iraq pursued the war for expansionist aims. The war was a disaster for both Iran and Iraq, killing a million people and weakening both countries.

The collapse of the USSR and the Gulf war

Shortly after the Iran-Iraq war ended in 1988, developments in the Soviet Union posed a new and even graver danger. In pursuit of an illusory "permanent détente" with the United

States, the Gorbachev leadership in Moscow was eliminating or sharply cutting back its support for allies in the developing world. In 1989, Gorbachev withdrew support for the socialist governments in Eastern Europe, most of which then collapsed. This sharp shift in the world relationship of forces, culminating with the collapse of the Soviet Union itself two years later, opened the door for the U.S. war against Iraq in 1991 -- and for more than a decade of sanctions/blockade and bombing that severely weakened Iraq and its people.

It would have been inconceivable even a few years earlier that Soviet leaders would have stood by while the United States sent more than a half-million troops to attack a nearby country with which the USSR had a mutual defense agreement. Rather than ushering in a new era of peace, the counter-revolutionary overturn of the government of the USSR and throughout the socialist camp was seen in Washington as the green light for a new round of wars and interventions from Panama to Somalia to Yugoslavia.

The counter-revolution in the Soviet Union paved the way for U.S. aggression and counter-revolution in Iraq, the negation of Iraq's sovereignty and the destruction of the structures that made it an independent state. Having achieved their victory, however, the occupiers now confront a people who have a long and proud history of resistance. **The anti-war movement here and around the world must give its unconditional support to the Iraqi anti-colonial resistance.**

International Action Center, 39 West 14th Street, Room 206
New York, NY 10011, USA. <iacenter@action-mail.org>

LE PILLAGE JUIF SE PRÉPARE

Des juifs originaires d'Irak préparent leurs demandes de réparation

Un juif originaire d'Irak vivant dans le Royaume Uni, Dangoor, fait le calcul des dommages que les juifs ayant quitté l'Irak pourront réclamer au peuple irakien depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il est arrivé à un montant de 20 milliards de dollars. Il n'est pas le seul. Un autre exilé, Edwin Shuker a créé " une commission pour la vérité et la réconciliation." Des fonds sont déjà disponibles. 3 milliards de dollars ont été gelés par le Trésor américain. Le gouvernement américain estime qu'une dizaine de milliards seraient encore à trouver en d'autres pays. La semaine dernière, à l'ONU, fut créée une organisation pour créer les bases juridiques d'une action pour réclamer des dommages et intérêts pour 3/4 de million de juifs ayant quitté les pays arabes. En attendant, des milliers de juifs originaires d'Irak remplissent des formulaires de demande préparés par l'Organisation mondiale des juifs de pays arabes.

<<http://www.guardian.co.uk/Iraq/Story/0,2763,991997,00.html>>

Résumé d'un article du *Guardian* du 5 juillet sur la base d'un article publié par le *Wall Street Journal* du 30 juin.

THE GOOD USE OF LIES

Is it not wonderful to get the same lie from the same people and for the same purpose ?

In 1944, President FD Roosevelt decided the creation, asked for by the rich Jew Henry Morgenthau Junior, of the so-called War Refugee Board (WRB); in November 1944, that official body published, under the heading "Executive Office of the President / War Refugee Board / Washington, D.C.", a report entitled "German Extermination Camps — Auschwitz and Birkenau", falsely accusing Adolf Hitler of having MDWs (called "gas chambers").

Today, we see that President GW Bush had decided the creation, asked for by the rich Jew Paul Wolfowitz, of the so-called Pentagon Special Plans Unit (SPU) and that that official body authored reports falsely accusing Saddam Hussein of having MDWs.

The lie was the same: accusation based on false evidence. The people were the same: rich and powerful American Jews. The purpose was the same: war.

But there are also differences. First, the lie against Adolf Hitler is about impossible and inconceivable MDWs (for physical and chemical reasons) while the lie against Saddam Hussein is about quite possible and conceivable MDWs since his accusers themselves have the same kind of MDWs. Second, the lie against Adolf Hitler is more than half a century old and stronger than ever while the lie against Saddam Hussein is few years or months old and already not too strong. Third, if you dispute the accusation against Adolf Hitler, you might go to prison like Ernst Zündel while if you dispute the accusation against Saddam Hussein you are, at least currently, taking limited risks.

Robert Faurisson, 2 June 2003

LE BOURBIER QUI SE PROFILE

Military resists sending more troops to Iraq 'quagmire'

By Kim Sengupta

07 June 2003 Defence chiefs are resisting calls for British troops to be sent to join American forces in Baghdad because they could be "sucked into a quagmire". Although the Ministry of Defence's official position is that sending units to the Iraqi capital would risk "overstretch", senior officers are believed to have told Tony Blair such a deployment would inevitably mean British soldiers getting caught up in the rising tide of anti-American violence. Military commanders privately accept that if sufficient pressure is brought to bear by Washington, Downing Street may feel obliged to send British troops to Baghdad. **The US officially requested two weeks ago that the British Army's 16th Air Assault Brigade be sent to Baghdad.** Defence chiefs rejected the request but have since been under pressure from Downing Street to reconsider. Despite the adverse publicity generated by the alleged heavy-handed actions of some British troops, senior officers insist they are happy with the way things have gone in areas under their control in southern Iraq. They stress there have been very few attacks on British forces by Iraqis and point to progress, such as the handing over of Umm Qasr to a civilian administration. By contrast, American forces in Baghdad and Fallujah have come under repeated attack from Iraqis.[...] The Americans claim Saddam Hussein's loyalists are organising violence. Promising a robust response, Lieutenant-General David McKiernan said: "We will apply all the necessary combat power to make sure opposition is removed." One of the main reasons the US Central Command sounded out London on the possibility of sending contingents to the American-controlled zones was because of the relative success of British troops in policing roles. British officers feel the aggressive actions of the Americans in some incidents resulted in anger that may be taken out on British soldiers. Almost 15,000 British and 145,000 Americans remain in Iraq two months after the capture of Baghdad. At the beginning of May, Geoff Hoon, the Secretary of State for Defence, said about 6,500 of the British contingent would be withdrawn. Since then, because of the continuing violence, **the promised withdrawal has been delayed.** Admiral Sir Michael Boyce said before his retirement as Chief of the Defence Staff that the deployment of 45,000 military personnel to the Gulf had overstretched the Army, and **Britain could not take part in another war for two years.** [**A quoi pense l'amiral ? A une guerre contre l'Iran ? qu'il prévoit donc vers 2005 ?**]

The Independent, 7 juin 2003.

<http://news.independent.co.uk/uk/politics/story.jsp?story=41319>>6

4 - Le piège afghan

HUILE LOURDE
UN LIVRE

Gas War: The Truth Behind the American Occupation of Afghanistan, by Ted Rall, 140 pages, Writers Club Press; (December 2002), ISBN: 0595261752

From the Author

Soon after I returned from covering the war in Afghanistan in late 2001, it became obvious that the Bush Administration had made next to no effort to capture Osama bin Laden. It had made next to no effort to bring democracy to Afghanistan. And it had made next to no effort to rebuild that war-torn country.

That left only one reason for the U.S. to invade Afghanistan: the country's position between the Indian Ocean and the landlocked Caspian Sea nation of Kazakhstan, which lucked into the biggest oil strike in world history in 1999. The story of the **Trans-Afghanistan Pipeline** has been reported in countless fragmentary reports, but no one had ever brought together all the loose threads into a coherent piece. Given the complexities of Central Asian politics and the energy business, it wasn't surprising that the average American was not aware of the scandalous origins of the U.S. invasion and occupation.

I decided to try to change that. ***Gas War*** tells the whole story of the Trans-Afghanistan Pipeline from its start in the mid 1990s to the recent agreement signed by Hamid Karzai authorizing its construction. It aptly demonstrates that there is no "war on terrorism," but rather **a wholesale attempt to colonize oil-producing states**. This is, of course, precisely the kind of resentment-causing policy that will lead to future acts of terrorism against innocent Americans. If you care about America, you need to know about the crimes that your President is committing in your name.

Pour une dizaine de dollars, ça vaut le jus. Le gaz, décidément...

5 - Le pays des faux-juifs

Defying Roadmap, Israel Settles INDIAN Jews In W. Bank

Occupied Jerusalem, June 20 (IslamOnline.net) – In yet a new attempt to dodge implementation of the roadmap plan, which stipulates a freeze of all settlement activities in the occupied Palestinian territories, Israel is settling **Indian** immigrants in Jewish settlements in the West Bank and Gaza Strip instead of housing them inside its territories. The Knesset's Committee for Immigration, Absorption, and the Diaspora debated on Wednesday, June 18, settling Indian Jews, though to belong to Bnei Menashe tribe, in the West Bank and Gaza Strip, reported the Israeli channel 7 on its website. It quoted the committee chairwoman Colette Avital as saying that **the aim of luring new settlers from India was to salvage the Jewish settlements**. She argued that there were millions of people in India willing to live in Gaza settlements rather than being caught in continued shootout between Indian and Pakistani forces in Kashmir.

Exploited

For his part, Labor Knesset member Ofir Paz lashed out at the settlement scheme, charging that the Indian immigrants are "being cynically exploited for political purposes. "I think the whole thing is something that is totally unacceptable. **You bring people from all over the world** -- from Mexico, from India, from whatever -- straight to the 'settlements.' I don't think they should be the people who are taking the houses of those that left the settlements during the last years and came back to inside the Green Line," he asserted. "I think it is cynical, I think it is unacceptable, and I demand that they will stop bringing these **innocent people to become settlers**. It is unthinkable," said the Israeli lawmaker. "If they want to bring them, okay. Bring them to Afula, bring them to Tel Aviv, bring them to Beersheba, bring them to Rishon Lezion, but don't bring them straight to Gush Katif and to Kiryat Arba. It is immoral," he said, in reference to the two biggest Jewish settlements in the occupied Palestinian territories. Knesset member Marina Solodkin, another member of the committee, branded the scheme as illegal, asserting that similar projects were being carried out in secret involving Jews from countries that were once part the former Soviet Union. However, Amishav, the non-profit organization funding the immigration of Bnei Menashe Jews challenged Paz's charges. Amishav director Michael Freund claimed **Indian** immigrants are being sent to the Jewish settlements in the West Bank and Gaza Strip because **no one else agreed to accept them**. "We are bringing the Bnei Menashe here [to Israel] with the approval and permission of the Interior Ministry and the **Chief Rabbinate**." Fifty of the Bnei Menashe tribe, whose members all hail from the northeastern Indian state of Mizoram, arrived in Israel Tuesday, June 17, to join **700 others already in the country**, most of whom living in Kiryat Arba and Gush Katif, said the Israeli website. It noted that there are approximately another 5,000 Bnei Menashe members still living in India and observing a fully Jewish lifestyle. The new comers, who graduated from the Amishav Hebrew Center of Aizawl, India, would continue to study Hebrew and Judaism in the town of Shavei Shomron, and would eventually undergo formal conversion by the Israeli Chief Rabbinate. They, like compatriots, have entered Israel on tourist visas, as part of an arrangement with the Ministry of the Interior, said the website. After the 50 members complete their conversion course, they will be granted the status of *olim* (new citizens), it added.

<http://www.islam-online.net/English/News/2003-06/20/article10.shtml>

De l'aveu même des autorités locales, ces gens ne sont pas juifs. C'est du trafic d'être humains. Les sociétés anti-esclavagistes seraient bien inspirées de s'occuper de ce scandale.

6 - Les Mystères de New-York

COMME UNE TRUIE QUI DOUTE

The unanswered questions

It's one thing to accuse the Bush administration of crass incompetence and another to accuse it of actual complicity through a process of "benign neglect", but either way, it casts an entirely different light on the subsequent events, and the rationale for the attack and occupation of both Afghanistan and Iraq

by **William Bowles**

07/11/03: (<<http://www.informationclearinghouse.info/>> So the real reason for the invasion of Iraq was 9/11, at least that's what Donald Rumsfeld, US secretary of defence is now telling us, as the mythological WMDs fade into the background. And will this now be the basis for the next round of "revelations", based on Saddam's connections to Al-Qu'eda? Wait for it, I'm sure it won't be long in coming.

But if this line is pursued, it could prove to be even more damaging than the WMD fiasco as there is even less evidence to support any kind of connection between Saddam Hussein and Al-Qu'eda. If anything, the opposite holds true. But I imagine that the argument will go something like this:

Saddam supported Hezbollah, the Lebanese-based anti-Israeli organisation and Hezbollah is also supported by the Iranians who also support Al-Qu'eda and as Hezbollah has been labelled as an international terrorist organisation by the US, then... well you get the picture. It will be guilt by association via a tortuous process of assumed connections between Hezbollah, Al-Qu'eda, the Iranian fundamentalists, and other assorted "Islamic extremist" organisations, Islamic Jihad et al. Given that the groundwork for this has already been done through a concerted disinformation campaign over the past two years that has systematically created the illusion of a vast international network of "terrorists" bent on the overthrow of the "US way of life", persuading the US public should be a pushover. But will it? The Achilles heel of the Al-Qu'eda connection promises to be 9/11 itself.

Blair, get your story straight

The other damaging realisation is that the WMD fiasco is revealing the fundamental difference between the US and the UK position over the reasons for the invasion. Blair's rationale has always been largely based on the "imminent threat" posed by Saddam's regime to "world peace and Britain's security interests" through his possession of WMDs that, we were told, he'd have no hesitation in using because he'd used them before. In contrast, the US position has always been fundamentally a strategic one, based firmly on US interests: "Prevent the rise of Iraq as a dominant and hostile power in the Persian Gulf region, while not allowing its elimination to become an opportunity for domination by a hostile Iran; Protect Iraq's energy infrastructure against internal sabotage or foreign attack to return Iraq to global energy markets and ensure that U.S. and world energy markets have access to its resources."

<<http://www.heritage.org/Research/MiddleEast/bg1589.cfm>>

So what's it to be? How will Blair square the UK government's position with that of the US? This is a critical issue for us as it forms the basis for a concerted campaign that needs to be waged firstly, here in the UK and secondly in the US, where according to the surveys that have been conducted, most people believe that Saddam was part of the 9/11 attacks, in spite of the fact that there is not a single shred of evidence supporting the assertion.

9/11: What did they know and when did they know it?

Even more damaging to the US position that attempts to connect Saddam to 9/11 is the increasing demand for full public disclosure of what the US government knew about the attacks on the Twin Towers and the Pentagon and when they knew it.

- "Why did the United States Air Force fail to scramble interceptor jets -- in defiance of all long-standing rules and well-established practice -- for almost two hours after it was known that an unprecedented four planes had been hijacked?"
- How could the world's most powerful military fail to react throughout a prolonged, horrifying attack on the financial and political capitals of the nation?
- How did the FBI know the exact identities of the hijackers within 24 hours of the attacks? If their files were so readily to hand, why hadn't they been apprehended earlier? After all, several conscientious FBI agents had raised the alarm about a number of known Al Qaeda sympathizers at U.S. flight schools, and had been ignored.
- Why did Donald Rumsfeld call for a war on Iraq (not Afghanistan) the morning after the Saudi hijackers had accomplished their attack?
- Why did the two squadrons of fighter jets at Andrews Air Force base, 19 kilometres from Washington, not zoom into action to defend the White House, one of their primary tasks?
- Why did George Bush sit for half an hour in a Florida classroom, listening to a girl talk about her pet goat, after his chief of staff told him about the second plane? For that matter,

why did he pretend that he first learned of the attacks in that classroom, when he had actually been briefed as he left his hotel that morning?

• Why has there been no public investigation into the billions of dollars "earned" by insider trading of United and American Airlines stock before 9/11?"

<http://dc.indymedia.org/front.php3?article_id=69184&group=webcast>

So far, there have been no credible answers to any of these questions from the US government and many more that need to be asked about US involvement with the bin Laden family, Saudi Arabia's connections to Rumsfeld, Cheney, Carlucci, James Baker II via their involvement with the Carlyle Group and its connections to the Bush family.

Is it too incredible to believe that the US government knew about the attacks in advance and chose to turn a blind eye to them, in order to create a situation conducive to advancing its strategic objectives in both Afghanistan and Iraq ? If the way the 9/11 investigations have been (mis)handled are any indication, then **it's clear the US government has a lot to hide and with good reason**. Exposure of US complicity in 9/11 would be absolutely catastrophic not only for the Bush administration but also for the Blair government and the entire "war against terror" campaign.

Of course, the usual deriding of "conspiracists" will be rolled out by the media and the government, this is to be expected. However, it's not just the "usual suspects" who are casting a suspicious eye over the Bush administration's involvement in the run-up to 9/11. Leading figures in the US government, not happy with so many unanswered questions are pushing for a fuller disclosure of what the Bush administration knew and when they knew it. According to a story in the *Miami Herald* (10/07/03) about the long-awaited report on the 9/11 attacks, "Former Rep. Tim Roemer, who served on the House Intelligence Committee and who has read the report, said it will be «highly explosive» when it becomes public." Chief amongst the allegations contained in the report are: "More information on ties between the Saudi royal family, government officials and terrorists. The FBI may have mishandled an investigation into how two of the Sept. 11 hijackers received aid from Saudi groups and individuals. A coherent narrative of intelligence warnings, some of them ignored or not shared with other agencies, before the Sept. 11 attacks on the World Trade Center and the Pentagon. The report will show that top Bush administration officials were warned in the summer of 2001 that the al Qaeda terrorist network had plans to hijack aircraft and launch a "spectacular attack." The final report was completed in December. Since then a working group of Bush administration intelligence officials has "scrubbed" the report, objecting to additional public disclosures."

But perhaps the most damning evidence of US government complicity in the 9/11 attacks resides in *How and Why America was Attacked*, September 11th, 2001 by Nafeez Mosaddeq Ahmed which I have referred to in previous articles. [...]

<williambowles@informationclearinghouse.info>

Que s'est-il passé le 11 septembre 2001 aux Etats-"Unis" d'Amérique Recherche des données de base

Comprendre ce qui s'est passé le 11 septembre 2001 n'est pas à la portée du commun des citoyens. Il lui est difficile de conserver sa curiosité et sa sérénité azurienne, non seulement pour des raisons personnelles, mais aussi parce que ceux qui détiennent les commandes des médias dominants, aidés de leurs petits soldats, le prennent pour un grand couillon. Les quelques esprits doués qui peuplent nos contrées "démocratiques" ont été détournés de leur faculté de réflexion. Tout débat sérieux et productif sur les sources qui aurait permis aux personnes curieuses de se faire une idée sur la question a été balayé par ces médias, puissants par la taille, mais impuissants par les entrailles. L'affaire Thierry Meyssan en a fourni, en France, la magistrale illustration.

Voir le suite sur:

<http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=5549>

• Voir <<http://www.wanttoknow.info/9-11cover-up>>

•Réflexion et mise au point:
<<http://www.ifrance.com/doutefree/events.html>>

7 - le ROW

HISTOIRE VÉCUE

Aux Etats-Unis, dans les années 50, le sud du Bronx, à New York, réunissait une multitude de communautés, la plus importante étant la communauté juive, avec synagogues, mikvés, boulangeries, boucheries cachères, etc. La boutique Sikser était spécialisée dans les produits de naissance (poussettes, berceaux, tables à langer, etc.) On y parlait yiddish, même si nombre de clients étaient jamaïcains, noirs, ou italiens. Le patron recruta donc un jeune noir désœuvré de 13 ans qui habitait le quartier. Ponctuel, concentré dans son travail, honnête, il était si prêt à apprendre qu'il travailla dans la boutique jusqu'à la fin de son collège, grimpant peu à peu les échelons: déchargement des camions, préparation des commandes, maintenance du stock, etc. Bien que jamaïcain d'origine, il parla couramment le yiddish, notamment avec la clientèle hassidim qui ne parlait même pas l'anglais. Bref, un "shabbat-goy" idéal (employé goy des familles juives effectuant les tâches essentielles durant le sabbat). A 17 ans, il entra au City College de New York, où il se fit des amis parmi les étudiants juifs puisqu'il les connaissait parfaitement et parlait leur dialecte. Tout au long de ses études (ingénierie, biologie), cette connaissance du judaïsme lui fut extrêmement précieuse. Lorsqu'il visita Israël, il déclara au Premier ministre Yitzak Shamir: "Men kent reden yiddish" (On peut parler en yiddish). Et les deux hommes conversèrent dès lors en yiddish. Son nom: général Colin Powell, secrétaire d'Etat américain (extrait de *Zev Roth*, Targum Press, 2000.)

Faits et documents, 1er-15 juillet 2003, p. 8.

Cet extrait se trouve sur le net à

<<http://members.aol.com/LazerA/AmEchad/bronxbomber.html>>

Zev Roth is an author living in Israel. The above is excerpted from his book *The Monsey-Kiryat Sefer Express: True Tales from Two Cities*, from Targum Press. Voir <<http://www.targum.com/abouttargum.html>>

LE DROIT AU CRIME

Crimes contre l'humanité en toute légalité

L'ONU accorde aux Etats Unis une nouvelle année d'immunité pour violations massives du droit international humanitaire et des droits de l'Homme (génocides, crimes de guerre, crimes contre l'humanité).

Etats-Unis: Lors du vote du Conseil de sécurité des Nations Unies qui doit prolonger l'immunité dont bénéficient les Américains devant la Cour pénale internationale (CPI), le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a demandé que le renouvellement de cet accord ne devienne pas "une routine". Ajoutant que le Conseil "saperait sa propre autorité et celle de la CPI" si ce renouvellement devenait "un rite annuel". Entrée en fonction en juillet 2002, la CPI (cour pénale internationale) est la première cour permanente chargée d'enquêter et de juger les individus accusés de violations massives du droit international humanitaire et des droits de l'Homme (génocides, crimes de guerre, crimes contre l'humanité). Les Etats-Unis qui n'ont pu éviter un débat public ont obtenu une reconduction pour un an. La France, l'Allemagne et la Syrie se sont abstenues. La résolution 1422 a été adoptée le 12 juillet 2002 lors de débats houleux où les Etats Unis avaient menacé de mettre leur veto à toute prolongation des opérations de maintien de la paix de l'ONU dans le monde s'ils n'obtenaient pas gain de cause. Amnesty International a déclaré que cette résolution était "illégal". Par ailleurs, les Etats-Unis proposent des

accords bilatéraux d'immunité protégeant les citoyens américains inculpés de crimes de guerre contre toute extradition. Rappelant que "tout pays qui refuse de signer avant le 1er juillet 2003 perdra le bénéfice de l'aide militaire américaine". Malgré les mises en garde de l'Union Européenne, la Bosnie a préféré signer un accord, craignant de perdre le soutien politique américain, nécessaire à son adhésion à l'OTAN. La Bosnie bénéficie d'une aide économique importante des Etats Unis depuis la fin de la guerre en 1995 et est candidate à l'entrée dans l'Union Européenne. Les Etats Unis ont accusé l'Union européenne d'être la source d'une nouvelle détérioration des relations entre Washington et Bruxelles en demandant à la Bosnie de ne pas signer cet accord dont elle estime "qu'il affaiblira la crédibilité des demandes de coopération du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie."

<<http://www.fil-info-france.com/FAX.htm>>

BONS BAISERS DE TEL-AVIV

C'est l'anniversaire de l'attaque sauvage de l'aviation israélienne sur le navire de guerre USS Liberty, pendant la Guerre des Six Jours, en 1967. Cette affaire n'a pas été oubliée aux Etats-Unis où les autorités ont toujours cherché à **camoufler ce camouflet**. Mais trente-quatre marins ont péri. Certains survivants ont décidé d'empêcher le Liberty de sombrer complètement dans l'oubli complice. C'est le seul incident de l'histoire navale des Etats-Unis qui n'a pas fait l'objet d'une enquête du Congrès. **L'US Navy a menacé les survivants de révocation et même d'emprisonnement s'ils ouvraient un débat public sur l'attaque israélienne**. Cette affaire est emblématique de la soumission américaine aux intérêts des lobbies judéo-israéliens. Cette prétendue force souveraine, si fière d'elle-même, a subi l'humiliation **sans broncher**. Le premier à couvrir la responsabilité israélienne par le mensonge de "l'attaque accidentelle" a été Mac Namara, le sous-secrétaire d'Etat à la Défense de l'époque, le bombardier du Viêt-Nam. Voir le site:

<<http://www.usliberty.org/>>

Plusieurs livres:

James Ennes, *Assault on Liberty*. Ennes était lieutenant sur le Liberty, Random House 1980; rééd. Ballantine 1986; Reintree Press 2002.

Voir aussi *Body of Secrets*, by independent investigator James Bamford.

La contre-propagande juive a produit une tentative de rejet du blâme:

The Liberty Incident By A. Jay Cristol, Univ. of Miami, 1997.

Voir la recension de ce livre par John Borne, lui aussi auteur d'une étude sur cette affaire, *The USS Liberty: Dissenting History vs. Official History*, un livre qu'on peut qualifier sans difficulté de "révisionniste":

<<http://www.washington-report.org/backissues/0699/9906062.html>>

LE TERRORIST EXPRESS ENTRE EN GARE

Garaudy Exposes 'Western Terrorism' In New Book

CIA worked in cahoots with Islamic hardliners to mislead the world and shift the attention away from its 5-decade crimes record, charged Garaudy

By Hadi Yahmid, IOL France Correspondent

PARIS, June 24 (IslamOnline.net) - In his new book *Le Terrorisme Occidental* (Western Terrorism) which hit the market Monday, June 23, famed French Muslim writer and intellectual Roger Garaudy traces down the roots of terrorism, culturally, politically and socially. The book, published by an Algerian publishing house after being rebuffed by all French houses **fearing backlash from the Jewish lobby**, starts 3000 years back and reaches to the modern U.S. civilization, which spearheads the so-called anti-terror campaign to strike hard its enemies, Garaudy told IslamOnline.net Tuesday, June 24.

He added that the second part of the book will come to light soon entitled "Islam and Modernity." It will highlight harmony between Islam and Western modernity and spotlight Islam prominence and how that "Islamic extremism" is a disease that is soon to fade away, asserted the French intellectual. Asked whether *The Western Terrorism* came in response

to the 9/11 attacks on Washington and New York, Garaudy said the introduction of the book indicates that he started writing this book before the September 11 attacks, which came to support his hypothesis.

The twin towers and the Pentagon were well-chosen targets to paper over 50 years of U.S. hegemony, during which the CIA worked in cahoots with Islamic hardliners to mislead the world and shift the attention away from its 5-decade crimes record, he charged.

It is not easy to forget the horrors of the Nazi, the bombardment of Nagasaki and Hiroshima with atomic bombs, stressed Garaudy, adding that by the same token it would not be easy to forget the U.S. crimes in Vietnam, Nicaragua, Guatemala and Iraq.

The 9/11 attacks and a woven U.S. scenario for holding al-Qaeda leader Osama bin Laden responsible serve best the plots of the CIA and U.S. military to depict "Islamic terrorism" as the new enemy, he said.

The United States exploited this to wage wars on Afghanistan and Iraq allegedly to establish democracy while the real reason is laying hands on gas in central Asia and Iraqi oilfields, charged the French intellectual.

He noted that the U.S. succeeded in building a so-called anti-terror coalition and that several countries believed this big lie which was woven by the CIA.

Military Lobby

Garaudy further said that the U.S. foreign policy is now set up by the military industrialized lobby, noting that the U.S. was turning the heat on Iran and North Korea. On the recent students'

<http://www.islamonline.net/English/News/2003-06/13/article10.shtml>

anti-regime rallies in Iran, Garaudy regretted that Iranian students have chosen to take to the streets when their country was facing a stormy imperialistic campaign, while everybody aware that the U.S.-styled democracy is led by cash and the military industrialized lobby.

Regarding the latest developments in the occupied Palestinian territories, he stressed that he has chosen to fight Zionism by word, citing as an example his book *Les Mythes Fondateurs de La Politique Israélienne* (the Founding Myths of the Israeli Policy), which put on him on trial for anti-Semitism. However, he said that relevant U.N. resolutions could settle the Palestinian-israeli conflict, although Israel has breached 215 resolutions to date.

For her part, Isabelle Coutant-Peyre, Garaudy's lawyer, said he was still suffering from the hype caused by that book, noting that the French media has been boycotting him since 1995.

TROIS BOUQUINS ET UNE OUTRANCE

Israël-Palestine, la guerre en partage, les diasporas en écho

- *Israéliens et Palestiniens, la guerre en partage* d'Alain Dieckhoff et Rémy Leveau. Ed. Balland, 316 p., 25 ₪.
- *Politicide les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens* de Baruch Kimmerling. Traduit de l'anglais par Arnaud Regnaud de la Soudière, éd. Agnès Viénot, 342 p., 19 ₪.
- *Est-il permis de critiquer Israël ?* de Pascal Boniface. Ed. Robert Laffont, 240 p., 19 ₪.

Est-il permis de critiquer Israël ? s'interroge Pascal Boniface. Professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, Baruch Kimmerling ne se pose pas la question. Figure des "nouveaux sociologues" israéliens, il livre ici l'ouvrage engagé d'un "patriote israélien", soucieux "du sort d'Israël, mon seul pays", écrit-il, mais épouvanté par le consensus dont bénéficie parmi ses compatriotes la politique sharonienne envers les Palestiniens.

Structuré autour de la personnalité et du parcours d'Ariel Sharon, Politicide est de facture inégale (et entaché de quelques erreurs historiques). Analyser l'évolution politique et celle

des mentalités dans l'Etat hébreu à travers la figure tutélaire d'"Arik, roi d'Israël", dont l'auteur dessine un portrait cruel et fasciné, est cependant judicieux. Que dit de la société israélienne le fait qu'elle plébiscite "un criminel de guerre, quelle que soit la norme à laquelle on se réfère", largement récusé par elle il y a encore peu ? La question hante l'auteur.

Mais l'intérêt du livre réside d'abord dans ce qu'il dit... de Kimmerling lui-même. En 2001, il appelait publiquement à voter Ehoud Barak. Aujourd'hui, son discours est celui d'une petite frange d'intellectuels israéliens qui, inaudibles pour leurs compatriotes, assistent, impuissants et désespérés, à ce qu'ils jugent être un "pourrissement du tissu interne de -- leur -- société", engendré par la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens. D'où leur fréquente propension à l'outrance, semblable, par exemple, à celle d'une revue comme *The Nation* aux Etats-Unis, face au triomphe du néoconservatisme.

Politicide ? Le terme, même si Kimmerling le valide dans le cas palestinien, **évoque celui de génocide**. Une association sans objet, qui suscitera des polémiques chez ceux pour qui les représentations du conflit israélo-palestinien sont plus importantes que ses réalités. Et que dire de l'idée qu'Israël "se transforme en pays fasciste" sinon que les termes doivent garder un sens. L'histoire abonde d'Etats qui ont mené des guerres coloniales sans être pour autant fascistes. **[Au Monde, il n'est pas (encore) licite de dire, comme tant d'intellectuels israéliens révévés, que la société israélienne est entrée, depuis vingt à trente ans dans un processus de militarisation et de fascisation. Mais, en suivant cahotiquement la Gazette, Le Monde y arrivera sans doute dans un avenir proche.]**

Reste ce constat: dans ce noyau d'intellectuels israéliens, petit mais grossissant, la perception d'une "fascisation" de leur nation va croissante. Quant à la majorité des faits décrits par Kimmerling, et des analyses qu'ils induisent, ils sont fondés. L'outrance ou l'impropriété des "mots pour le dire" ne devrait pas servir à les ignorer.

La Guerre en partage se place sur un terrain moins émotionnel. Recueil d'articles de chercheurs occidentaux, israéliens et palestiniens, l'ouvrage de Dieckhoff et Leveau brosse un état des lieux des deux sociétés en conflit et de leurs diasporas, après trois ans d'Intifada. Deux articles présentent un caractère novateur. Le sociologue israélien Uri Ben Eliezer étudie "l'évolution de Tsahal comme **armée postmoderne**", en rupture avec "l'Etat-Nation en armes" qui fit, longtemps, sa spécificité. **[On aimerait beaucoup savoir ce qu'est une armée "post-moderne"... Et les bombes post-modernes sur la gueule, ça fait quoi ?]** Avec, pour conséquence, "la formation d'une société militaire aux comportements explicitement néomilitaristes", qui "prend en charge le travail de reformulation de l'identité israélienne".

"De la victime au héros"

Pénélope Larzillière, elle, se penche sur la "figure sacralisée, d'une exemplarité mortifère", du terroriste suicidaire, "devenue la référence centrale des Palestiniens". "Nihiliste", le "Shahid", écrit-elle, "nie la défaite et fait passer son statut, de victime, à celui de héros". Explication très partielle d'un phénomène moderne et effroyable, désormais apparu dans des situations aussi différentes que la Tchétchénie et le Maroc. Fondée sur des témoignages locaux et des "testaments" de kamikazes, son ébauche d'analyse a cependant l'avantage de réintroduire des éléments de réalités sociopsychologiques et politiques dans un questionnement souvent empreint, en Occident, de présupposés idéologiques, voire racistes.

Pascal Boniface, enfin, se livre à une attaque en règle de la politique des divers gouvernements Sharon, qu'il juge "odieuse" pour les Palestiniens et dangereuse pour Israël. Mais l'objet principal de son courroux est le CRIF, l'organisme représentatif du judaïsme français. Il lui reproche son inconditionnalité en faveur de la politique israélienne, l'enfermement du judaïsme français dans un communautarisme étroit et volontairement "alarmiste" sur l'antisémitisme en France, et enfin sa clémence à l'égard de petits groupes juifs racistes et violents. **[C'est vraiment le minimum, ce Boniface est bonasse.]**

L'homme est ulcéré d'être régulièrement dénoncé, dans des médias juifs français, comme un antisémite avéré ou masqué. Qu'a-t-il écrit pour mériter cette accusation ? Que "lier la lutte contre l'antisémitisme et la défense à tout prix d'Israël" peut "développer, malheureusement", l'antisémitisme ; et qu'en agissant ainsi "la communauté juive pourrait

être perdante", face à "une communauté d'origine arabe et/ou musulmane -qui- pèsera vite plus lourd" ("Lettre à un ami israélien", *Le Monde*, 4 août 2002, repris dans le livre).

Insultes et pressions

Il ajoutait que juifs et musulmans de France devraient veiller à "faire respecter des principes universels, et non le poids de leur propre communauté". Mais, sur ces points, Boniface fait fausse route. La communauté juive se retrouverait-elle dominée par le Bétar que cela ne saurait "expliquer" la moindre manifestation d'antisémitisme. Et la montée en puissance d'une communauté musulmane constituée ne saurait être agitée comme une menace pour les juifs de France (ce que, par parenthèse, la droite israélienne ne cesse de son côté de clamer).

Mais ces phrases sont-elles antisémites ? Justifient-elles le torrent d'insultes et de menaces qu'a reçu leur auteur ? Les pressions sur son employeur, l'IRIS, et son parti, le PS, pour qu'ils s'en débarrassent ? [*Il vient de quitter le PS, par dégoût.*] Ceux qui cherchent à transformer Boniface en "nouveau Garaudy" donnent le sentiment de vouloir frapper l'homme d'un infamant stigmat, afin de disqualifier ses critiques de la politique israélienne...

Au fond, sa question est la suivante: critiquer Israël ne peut-il être qu'une manifestation d'antisémitisme ou -- version soft -- fait-il mécaniquement son lit ? Tel est le credo des "défenseurs inconditionnels" d'Israël, mais aussi de nombreux juifs français qui, pourtant, n'adhèrent pas tous à sa politique. Le débat sur ce soupçon, le livre de Shmuel Trigano le montre, ne fait, sans doute, que commencer.

Sylvain Cypel
Le Monde, 11 juillet 2003

SIONISTES ASSASSINS

Menaces de mort sur la personne de Mondher Sfar

Communiqué, Paris, le 23 juillet 2003

Le Président du Collectif de la Communauté Tunisienne en France, Mondher Sfar, a reçu le mardi 22 juillet 2003, une lettre contenant une balle de 22mm, collée à un petit carton portant cette phrase pleine de menaces, imprimée en caractères gras: «La prochaine n'arrivera pas par la poste». La lettre a été postée en Seine-Saint-Denis en date du 21/07/03.

Militant actif de la cause palestinienne et arabe, Mondher Sfar fait l'objet depuis de nombreux mois, d'une campagne de presse haineuse de la part de certains milieux sionistes, le présentant comme étant anti-sémite. Ce fut le cas notamment lors de l'émission «90 minutes» de Canal Plus, présentée par Stéphane Haumant diffusée les 7 avril et 2 juin 2003 avec reprises.

Cette campagne de presse a trouvé récemment son couronnement dans un article, *Aspects actuels du négationnisme en Tunisie*, signé d'un pseudonyme, Luiza Toscane, diffusé sur Internet et notamment sur le site Tunisie, Réveille-toi ! en date du 24 juin 2003.

Mondher Sfar est présenté dans cet article comme étant la tête pensante du négationnisme, du révisionnisme et de l'anti-sémitisme dans les milieux de l'opposition tunisienne. Sur la quarantaine de noms cités dans le même article, comme faisant partie, à des degrés divers, de la «nébuleuse négationniste tunisienne», cinq seulement sont des Tunisiens ou d'origine tunisienne. Ce n'est pas très sérieux...

Mondher Sfar a déposé le 22/ 07/ 03, une plainte contre X pour menaces de mort, au commissariat du quatorzième arrondissement de Paris.

Ce n'est pas la première fois que des menaces de mort, usant de tels procédés sont proférés contre des militants de la cause palestinienne et arabe. Au cours de ces derniers mois, Lucien Bitterlin (France-Pays Arabes), Maître Isabelle Coutant-Peyre (avocate de Carlos), Eyal Sivan (cinéaste israélien), Christiane Passevant, Ginette Skandrani (La Pierre et L'Olivier), et d'autres, ont reçu chacun une lettre avec une balle 22 mm et la menace que la prochaine n'arrivera pas par la poste.

Rappelons enfin que Mondher Sfar a été agressé le 22 avril 1996 dans son quartier par les sbires du régime tunisien qui lui ont tailladé la joue à l'aide d'une arme blanche, ce qui lui a valu 18 point de suture. Mais ces dernières menaces sont d'un autre genre et leurs auteurs n'ont rien à voir avec les activités militantes de Mondher Sfar pour la démocratie en Tunisie. Même anonymes, ces menaces sont signées. Ce sont les fachos sionistes.

Ahmed Manaï, Institut Tunisien des Relations Internationales,
<Tunisielibre@yahoo.fr>

BEAUFUS BOEUFUS

Pour les gros baufs boeufs racistes juifs, c'est reparti:

<<http://www.cpiaj.fr.fm/>>

Mouloud Aounit, mouton désigné, vient de pondre un "rapport" pour dénoncer la collusion de ces extrémistes juifs avec des fractions de l'extrême droite française hostiles à l'islam.

Voici sa jactance:

«L'extrême droite connaît une mutation de ses expressions, elle tend aujourd'hui à ratisser plus large en profitant des replis communautaires extrémistes. Nous publions deux études:

L'une portant sur une nébuleuse de sites internet qui pendant deux ans, a multiplié les insultes racistes, les diffamations, les menaces de mort, voire les passages du racisme virtuel au racisme réel à l'encontre des populations arabes ou musulmanes.

Le deuxième rapport évoquera le rôle que jouent certains «intellectuels», qui entretiennent le terreau de l'arabophobie sur lequel croissent les dérives des plus extrémistes. Des convergences ou alliances se tissent aujourd'hui :

On peut voir ainsi une partie de l'extrême droite utiliser la cause palestinienne pour mieux véhiculer le racisme antisémite. En établissant des équations réductrices telles que: Juif = sioniste et sioniste = fasciste... Elle procède à une diabolisation de toute personne se réclamant du judaïsme ou du sionisme. Sous couvert d'antisémitisme de nouvelles convergences naissent alors, qui agrègent **les négationnistes d'hier** et les secteurs antisémites se réclamant de l'islam. Ainsi Radio-Islam, le Parti des Musulmans de France, des mouvements comme la «pierre et l'olivier» ... sous prétexte de défendre la cause palestinienne **véhiculent l'antisémitisme de toujours**. Elles diffusent de façon plus ou moins clandestine le «protocole de sages de Sion » et de façon plus ouverte le nouveau faux antisémite «le manifeste judéo-nazi d'Ariel Sharon». Ces mouvances constituent le terreau idéologique sur lequel se greffent les actes racistes, tels les débordements antisémites dans certaines manifestations, notamment ceux qui ont frappé le mouvement jeune **[sioniste, il oublie]** Haschomer Hatzair lors de manifestations contre la guerre en Irak. Ces convergences ont déjà été évoquées dans la presse, dans certaines émissions de télévision, il faudra renforcer l'étude de ces mouvances qui constituent une menace grave pour la paix civile.

Mais il est une autre convergence, qui n'est jamais évoquée, car s'appuyant sur un terreau général d'arabophobie, et sur lequel le MRAP, compte-tenu des silences, a voulu donner un éclairage plus spécial. En effet l'extrême droite dans ses opérations de ratissage envers les extrêmes, agrège non seulement des secteurs antisémites se réclamant de l'islam mais aussi des secteurs antisémites traditionnels, Il fallait aborder aussi cette réalité là :

Depuis quelques temps en effet, une partie de l'extrême droite, utilise les mécanismes précités et procède d'une autre équation source de racisme: Arabe = musulman = intégriste.... Sous couvert de critique de l'intégrisme certains procèdent à une diabolisation de l'ensemble des musulmans et au-delà de l'ensemble des populations d'origine arabe. L'utilisation des attentats du 11 septembre, l'intégrisme d'une minorité, devient alors prétexte à la diabolisation de l'ensemble des populations concernées, comme d'autres, sous prétexte du sionisme extrémiste, (LDJ, BETAR), diabolisent tous les sionistes et tous les juifs. Le plus grave est que cette autre convergence reçoit le renfort médiatisé de pseudos spécialistes de l'islam quand ce n'est pas l'assistance d'ouvrages pamphlétaires tels ceux de Bardot et Fallaci. IL est incontestable que cette autre mouvance reçoit le soutien de certains extrémistes du communautarisme juif.

C'est en reconnaissant les déviations de ces extrémistes communautaires, le risque des alliances avec l'extrême droite classique, antisémite et arabophobe que l'on isolera les extrémistes et rapprochera tous ceux qui ont un intérêt objectif au recul du racisme, pour mieux vivre ensemble. N'oublions pas que l'extrême-droite module son antisémitisme et son arabophobie selon les alliances de circonstance qu'elle noue tactiquement. Derrière sa haine du juif, il y a toujours une victime arabe et derrière sa haine de l'arabe il y a toujours une victime juive. **[C'est la stupidité totale. C'te pauvre nouille ne peut plus voir où sont les victimes et où sont les bourreaux. Il est lobotomrapisé.]**

Deux documents vous seront donc livrés ici :

L'un déjà disponible concerne la mouvance la plus extrémiste qui a sévi pendant deux ans autour de la nébuleuse libertyweb Ce premier rapport avait été engagé pour attirer l'attention sur des centaines de milliers de messages arabophobes parus en deux ans et sur la nécessité pour la société de mieux faire respecter ses lois devant de

telles expressions racistes de masse. Ce n'est qu'au cours de l'étude que nous avons découvert que derrière cette mouvance se dessinaient des convergences que nous n'avions pas soupçonnées primitivement. Le deuxième document portant sur le terreau de l'arabophobie sera disponible dans la semaine du 21 au 27 juillet. Un « zooming » particulier est donc porté sur des convergences qui n'étaient pas assez évoquées jusqu'à présent, Mais Le MRAP entend rappeler que les comportements communautaires extrémistes, quels que soient les secteurs dont ils émanent, renforcent l'extrême-droite qui récoltera à terme les dividendes de ces convergences. L'exclusion, la haine de l'autre, mènent au racisme qui est un et indivisible. Nous devons tous nous unir pour le combattre."
Le MRAP

La naissance d'une nouvelle extrême-droite sur Internet

On peut télécharger cette étude de 184 p. à:

<http://www.mrap.asso.fr/IMG/pdf/doc-91.pdf>

Nous pensons que cette activité était du bidonnage et que cette poignée de rigolos d'extrême-droite sionarde ne vaut pas qu'on nous dérange à l'heure de l'apéro. Voir aussi le dossier, un peu pleurnichard, réalisé par Jean-Marc Manach pour l'agence Transfert:

<http://www.transfert.net/d59>

Un participant de ces pitreries informatiques, qui naviguait à visage découvert, Denis Greslin, s'est fait alpaguer par les pandores. Récit de Manach:

"Denis Greslin est, avec Gérard Cazenave, l'un des rares internautes à avoir contribué à Sos-Racaille sous son vrai nom. Cela a notamment eu pour effet de précipiter son interpellation [à Bayonne], le 10 juin 2003, au petit matin, par la brigade criminelle de Paris, dans le cadre d'une plainte concernant une menace de mort à l'encontre de Jacques Chirac émanant de proches de sos-racaille. L'interpellé relate cet épisode en détail sur son site, Occidentalis.

Contacté par Transfert, Greslin estime avoir été d'autant plus rapidement relâché qu'on ne semble lui reprocher que de s'être exprimé publiquement sur sos-racaille.org et **d'avoir correspondu, au moyen d'outils de cryptographie**, avec son webmaster.

Le responsable de Sos-racaille obligeait en effet ceux qui voulaient lui écrire à se servir de PGP (Pretty good privacy), le plus populaire des logiciels de cryptographie.

Greslin dit n'avoir été finalement relâché qu'après avoir accepté de révéler ses mots de passe aux policiers, sous peine d'être transféré à Paris et de voir sa garde à vue prolongée. En matière de terrorisme, elle peut durer 96 heures. [Chantage classique]

L'équipe de six policiers venus interpellé Greslin comportait **deux informaticiens. [Des hackers reconvertis pères]** Il n'a été finalement ni inculpé, ni mis en examen. Ses disques durs ont été saisis, sa garde à vue a duré 48 heures.

[...] S'il les souhaite «légales», Greslin considère que ses nouvelles activités en ligne pourraient tout de même lui valoir de nouveaux démêlés avec la justice: «Il est probable qu'un jour je me retrouve au trou. Il est très dur de rester dans le cadre de la loi, **notamment de la loi Gayssot, qui oblige à prendre des gants pour s'exprimer.**»"

(Récit détaillé de l'infortuné drelin drelin, sionard et sharognard, fallaciste tendance Charles Martel, lecteur de Del Valle, Guillaume Faye et tous ces absurdes:

<http://www.occidentalis.com/editorial.htm>

On pourrait croire que nous ne sommes pas concernés. Effectivement, le sujet est ailleurs. Mais les petits enfoirés mrapistes commencent leur rapport avec le paragraphe suivant:

" Le Mrap a toujours combattu l'expression antisémite d'où qu'elle vienne, les manifestations négationnistes comme le prouvent ses actions déterminées pour faire condamner Roger Garaudy, l'éditeur Jean Plantin ou pour que cesse le scandale de la présence de Serge Thion au sein du Cnrs. Aujourd'hui, une nouvelle forme de racisme meurtrier se fait jour sur le réseau Internet, et il est de notre devoir de dénoncer les effroyables collusions auxquelles nous sommes confrontés".

Nous sommes POUR la liberté d'expression, sur l'internet et ailleurs, y compris pour les immondes racistes juifs et leur petits camarades français. Et il ne faut pas exclure que le Mrap se livre à son exercice familier, l'amalgame, dans un domaine, les extrêmes-droites, qu'on nous pardonnera de ne pas bien connaître, où nous voyons surtout beaucoup de manipulations policières. Le Mrap garde de ses origines staliniennes un goût prononcé pour la déformation et la réduction. Le lecteur faisant montre de prudence sera néanmoins étonné de voir ce qui se passe dans certaines franges du net. Racaille et flicaille y font ripaille.

AU PAYS DU MENSONGE DÉCONCERTANT

Le mensonge officiel américain sur l'économie:

<<http://www.informationclearinghouse.info/article4088.htm>>

<http://www.jimrogers.com/content/stories/articles/They_Are_Lying_to_Us_Again.html>

Où l'on voit que **tous les indices économiques américains sont faux, manipulés à mort** ! L'Amérique fonce vers sa ruine, le bateau tangué et embarque des paquets de mer, bientôt la gîte et le naufrage. Irakiens, Palestiniens, musulmans, Africains, Européens, encore un effort et vous serez libres.

In China every year 500.000 engineers graduate from universities. The same as in India. They are willing to work a 100 hours a week to succeed. They don't go skiing in the weekend or sailing in the summer. I was never optimistic about internet stocks but the internet allows people anywhere in the world to know the same as you. A big knowledge transfer is taking place. In the US and in Europe everyone says: We have the knowledge and know-how. But the Indians and Chinese are quickly taking over. In 5 years you will see big research- laboratories in China and India. Research in those counties only costs 10% of the costs in the US and Europe.

I know[US] productivity and inflation figures are doctored.

AUTRE SON DE CLOCHE

Americans shouldn't just be skeptical of what the president says about WMD. They should be skeptical of what he says about GDP. In economic policy even more than in war policy, the Bushies have successfully suppressed, manipulated, and withheld evidence to serve their policy purposes

Bush's Data Dump -- The administration is hiding bad economic news. Here's how, by Russ Baker, Posted Friday, July 11, 2003, at 12:56 PM PT

<<http://slate.msn.com/id/2085481/>>

Ils mentent sur l'Iraq, ils mentent sur le fait que Bush ait été élu, ils mentent aussi sur le reste. Toute cette administration est de la baudruche. Heureusement qu'il y a le petit Irakien de base, dans les ruelles de Baghdad, qui dit "le roi est nu" et qui le prouve en mettant une balle dans la tête du connard d'Américain, venu tout casser chez lui et qui joue au matamore. **Voilà l'exemple à suivre.**

NN

Excellent démontage de l'affaire Galloway par le réseau Voltaire. Comment les salopards qui dirigent les journaux ont monté un coup en faisant fabriquer des faux par des véreux de Baghdad pour discréditer l'opposant britannique n° 1 à la guerre blairiste. Ils ne reculent devant rien.

Voir "Une campagne globale de diffamation contre un leader anti-Bush":
<<http://www.reseauvoltaire.net/article10206.html>>

"The Panama Deception"

This film shows how the U.S. attacked Panama and **killed 3 or 4 thousand people** in an invasion that the rest of the world was against. (Sound familiar?) It won the Academy Award for best documentary.

<<http://www.informationclearinghouse.info/article4078.htm>>

Si vous voulez savoir si vous êtes sur la liste des "groupes" et des "personnes" délicatement étiquetées "terroristes" par l'Union européenne, allez voir

<<http://www.statewatch.org/news/2003/jul/terrorist2jun03.pdf>>

729, c'est par ces chiffres que commencent les indications portées sur les code-barres qui marquent les produits "made in israel". Pour mieux les boycotter, il faut les reconnaître. Faites-le !

<<http://member.lycos.fr/boycottisrael>>

Le saccage gratuit de l'aéroport de Baghdad. Les soudards US cassent tout pour le plaisir infantile de casser. Ensuite, ils volent ce qui reste. Cent millions de dollars de dégâts. Que les US devront rembourser.

<<http://www.time.com/time/covers/1101030714/wairport.html>>

Le piteux rapport du brav' général Franks devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants:

<<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A39523-2003Jul10.html>>

Les morts qui ne comptent pas. Iraq Civilian Body Count Passes 6,000

07/09/03: London (Reuters) - New information from remote locations of Iraq has pushed up the civilian death toll from the U.S.-led war by 500 in the last month to at least 6,000, an Anglo-American research group says.

The Iraq Body Count's (IBC) latest figures, based on media reports and more than a dozen counting projects from independent investigators in and outside Iraq, put the minimum number of civilians dead at 6,055 and the maximum at 7,706.

Allez-y voir. Toute l'info à 1 clic.

<<http://www.informationclearinghouse.info/>>

L'affaire de la conférence révisionniste à Beyrouth, documents et réactions:

<<http://www.gjiversworld.org/beirut/>>

Polyglottes: Le fabricant de jouets japonais Takara a annoncé le lancement pour novembre de *Meowlingual*, un appareil capable d'interpréter les miaulements des chats. Cette console électronique, qui tient dans le creux de la main, affichera une traduction sur un écran et sera vendue 8800 yens (70 euros). Takara avait déjà sorti Bowlingual, un appareil conçu pour interpréter les aboiements des chiens, vendu à 300.000 exemplaires au Japon :

Un traducteur pour comprendre le langage des chats (Reuters)

<<http://fr.news.yahoo.com/030716/85/3axry.html>>

+++++

WARNING ! US GOVERNMENT TOTALITARIANISM. We're Sorry! Due to National Security concerns, we are unable to tell you if your Internet surfing habits, passwords and e-mail content are being monitored by federal agents; please act appropriately.

In accordance with Title 17 U.S.C. section 107, this material is distributed without profit or payment to those who have expressed a prior interest in receiving this information for non-profit research and educational purposes only.

Chi NON DESIDERA ricevere nostre segnalazioni ci invii una mail a >gazettegb@yahoo.fr<

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à >gazettegb@yahoo.fr<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to >gazettegb@yahoo.fr<

Les anciens numéros sont en ligne à

><http://ggb.0catch.com><

Former issues are on line at the above URL.